

IL AURA POUR MISSION D'ÉLABORER
UN PLAN D'ACTION DÉTAILLÉ

Le Conseil national pour la mécanisation agricole installé

Conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a procédé, avant-hier samedi, à l'installation officielle du Conseil national pour la mécanisation agricole, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. À travers cette nouvelle instance, les pouvoirs publics entendent structurer et encadrer de manière plus rigoureuse le processus de mécanisation, considéré comme un levier central de modernisation et de renforcement de la capacité productive du secteur agricole. P 3



PRODUCTION DE GAZ
NATUREL EN ALGÉRIE

**Une hausse
de 5% enregistrée
en novembre 2025**

La production de gaz naturel de l'Algérie a augmenté de 432 millions de mètres cubes en novembre, soit une hausse de 5 % sur une base mensuelle, atteignant le plus haut niveau mensuel depuis mars dernier.

P 2

MINES,
TRANSFORMATION
INDUSTRIELLE...

**L'Algérie s'oriente
vers une économie
diversifiée**

Longtemps tributaire des revenus pétroliers, l'Algérie s'engage aujourd'hui dans une trajectoire de transformation économique profonde. Une feuille de route ambitieuse cible le secteur minier, la transformation industrielle et les grands chantiers d'infrastructure, afin de diversifier le tissu économique national et de garantir une croissance durable et résiliente, loin de la dépendance exclusive aux hydrocarbures.

P 3

PLUIES DILUVIENNES EN
ALGÉRIE

**Un épisode
météorologique
extrême sous
haute surveillance**

Les fortes précipitations enregistrées la semaine dernière dans plusieurs régions du pays ont rappelé, avec une brutalité saisissante, la vulnérabilité de nombreux territoires face aux phénomènes météorologiques extrêmes. Ces intempéries, qui ont malheureusement causé d'importants dégâts matériels, s'inscrivent dans un contexte climatique de plus en plus instable, selon l'Office national de la météorologie (ONM).

P 5

TEXTILE ET HABILLEMENT

**Salon des marques
internationales Made in DZ
fin janvier à Alger** P 4

INDUSTRIE

**ACS intègre une nouvelle
unité industrielle
à Tissemsilt** P 3

MÉDICAMENTS POUR LES NON
ASSURÉS SOCIAUX

**Remise cette semaine
de la carte électronique** P 5

EL-MENIAA

La micro-entreprise
et le développement
local, thème d’une
journée d’étude

Par APS

La contribution des micro-entreprises à la dynamique de développement local a été au centre d'une journée d'étude organisée, hier à El-Meniaa, à l'initiative de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). Retenue dans le cadre des efforts de soutien à l'économie locale, la promotion de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes et le renforcement de la contribution de la micro-entreprise dans l'impulsion du développement local, la rencontre a été ouverte par le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Ben Malek. Le chef de l'exécutif de wilaya a mis l'accent sur l'encouragement des jeunes, notamment ceux disposant de qualifications, à monter des micro-entreprises et des startups, en tant que leviers générateurs de richesse et d'emplois, tirant avantage des différents dispositifs de soutien des projets innovants mis en place par l'Etat. Cette journée d'étude a permis également de mettre en valeur le rôle de NESDA dans l'accompagnement des porteurs de projets, de la conception du projet à sa mise en forme, en exposant des modèles réussis de petites entités économiques bénéficiaires des dispositifs de soutien. Pour sa part, le Directeur général (DG) de NESDA, Bilal Achacha, a souligné, en marge de la rencontre, que les micro-entreprises constituent un solide socle générateur de richesse et d'emplois, ajoutant que cet organisme s'emploie à accompagner et orienter les jeunes vers des projets productifs répondant aux spécificités de chaque région pour booster le développement local. Cette rencontre a été riche exposés et débats, animés par des cadres de NESDA et des jeunes, promus d'universités et d'instituts, ayant trait aux perspectives de montage de petites entités économiques productives, susceptibles de répondre aux exigences des spécificités de la région. La rencontre, à laquelle ont pris part les autorités locales, des représentants des secteurs d'activités et des porteurs de projets, a mis l'accent sur l'orientation des investissements vers les secteurs prioritaires, dont celui de l'agriculture, qualifié "stratégique" pour impulser le développement local.

PRODUCTION DE GAZ NATUREL EN ALGÉRIE

Une hausse de 5% enregistrée
en novembre 2025

La production de gaz naturel de l'Algérie a augmenté de 432 millions de mètres cubes en novembre, soit une hausse de 5 % sur une base mensuelle, atteignant le plus haut niveau mensuel depuis mars dernier.

Par Zahir Radji

Selon les données récentes de l'unité de recherche en énergie (basée à Washington) « Attaqa », la production de gaz algérien a atteint environ 8,928 milliards de mètres cubes (10,50 milliards de pieds cubes par jour) en novembre 2025, contre 8,496 milliards de mètres cubes (9,99 milliards de pieds cubes par jour) au cours du même mois en 2024. Sur une base mensuelle, la production du pays a augmenté de 911 millions de mètres cubes, pour atteindre 8,017 milliards de mètres cubes (9,13 milliards de pieds cubes par jour), contre le mois d'octobre précédent. La production de gaz naturel de l'Algérie a continué d'augmenter pour le deuxième mois consécutif en novembre, enregistrant son troisième plus haut niveau de 2025. Selon les chiffres d'« Attaqa », la production totale de gaz naturel de l'Algérie a diminué à 92,415 milliards de mètres cubes entre janvier et novembre 2025, contre 94,414 milliards de mètres cubes au cours de la même période de l'année précédente. Cette baisse globale est due à une réduction de la production de gaz naturel en Algérie au cours de la majorité des mois de l'année observée, avec le mois d'avril enregistrant la plus grande baisse annuelle, soit 897 millions de mètres cubes, comparé à la production de 8,78 milliards de mètres cubes en avril de l'année précédente. Au cours des 11 premiers mois de 2025, le mois de

janvier a enregistré le plus haut niveau de production, avec 9,749 milliards de mètres cubes, tandis que septembre a été le mois avec la plus faible production, soit 6,923 milliards de mètres cubes. Cela décrit l'évolution de la production de gaz naturel de l'Algérie en 2025, avec des fluctuations mensuelles et une légère baisse par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne la consommation de gaz naturel en Algérie pour la production d'électricité et le chauffage, elle a atteint 1,605 milliard de mètres cubes (1,89 milliard de pieds cubes par jour) en novembre, contre 1,583 milliard de mètres cubes (1,86 milliard de pieds cubes par jour) le mois précédent. S'agissant des exportations de gaz de l'Algérie (via les pipelines et le gaz naturel liquéfié), la même source affirme qu'elles ont enregistré une baisse en novembre, s'établissant à 3,99 milliards de mètres cubes, contre environ 4,65 milliards de mètres cubes au même mois de l'année 2024. Cette diminution est principalement due à la réduction des quantités de gaz exportées via les pipelines, qui ont atteint 2,73 milliards de mètres cubes pendant le mois observé, contre 3,12 milliards de mètres cubes en novembre 2024. Dans un contexte similaire, un rapport sur l'évolution des marchés mondiaux et arabes du gaz naturel liquéfié en 2025, publié par l'unité de recherche en énergie, a montré une baisse des exportations de gaz naturel liquéfié

(GNL) de l'Algérie, qui se sont chiffrées à 9,54 millions de tonnes (13,12 milliards de mètres cubes), contre 11,62 millions de tonnes en 2024 et 13,45 millions de tonnes en 2023, cette dernière année ayant enregistré le niveau le plus élevé de la décennie. Malgré cette baisse annuelle, le quatrième trimestre de 2025 a montré des signes de reprise, avec des exportations de 2,62 millions de tonnes, ce qui a fait de ce trimestre le meilleur de l'année. Cela montre une baisse dans les exportations totales de gaz algérien, tant via les pipelines que sous forme de GNL, mais aussi un début de reprise vers la fin de l'année. En outre, cinq pays européens ont capté 96 % des exportations algériennes de gaz naturel. En tête, la Turquie a importé 3,14 millions de tonnes, suivie par la France avec 2,31 millions de tonnes, l'Italie avec 1,62 million de tonnes, l'Espagne avec 1,44 million de tonnes, et enfin le Royaume-Uni avec 0,64 million de tonnes. Cela indique que la grande majorité des exportations de gaz algérien (96 %) ont été destinées à ces cinq pays européens, avec la Turquie en tête de liste. Bien que l'Algérie connaisse une baisse de ses exportations globales, le pays semble avoir entamé un processus de stabilisation, avec une possible reprise des volumes d'exportations pour la fin de l'année. Toutefois, la concurrence accrue sur les marchés mondiaux du gaz naturel et les fluctuations de la demande restent des défis pour l'avenir.

PROGRAMME DE RÉHABILITATION ET D'EXTENSION DU BARRAGE VERT

Forage de 16 puits artésiens à Khenchela

Des travaux portant sur le forage de 16 puits artésiens ont récemment été lancés dans la wilaya de Khenchela dans le cadre du programme de réhabilitation et d'extension du barrage vert, a indiqué, dimanche, le conservateur des

forêts, Bachir Bahri. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que la réalisation et l'équipement de ces 16 puits artésiens est en cours dans les communes de Chechar, de Khirane, d'El Ouedja, de Djellal et de Babar. Les

eaux de ces puits serviront à l'irrigation des terres agricoles situées dans le périmètre du barrage vert, ce qui contribuera à étendre le couvert végétal et forestier dans les communes du sud de la wilaya de Khenchela. M. Bahri a fait savoir, à

ce propos, qu'une enveloppe de 2,295 milliards DA a été allouée pour le financement de l'ensemble des projets inscrits dans le cadre du programme de réaménagement et d'extension du barrage vert sur le territoire de la wilaya de Khenchela.

DESSALEMENT D'EAU DE MER À MOSTAGANEM

Reprise partielle de l'exploitation de l'usine de Sonaghter

L'usine de dessalement de l'eau de mer de Sonaghter (commune de Mostaganem) a été remise partiellement en service, suite à l'amélioration enregistrée du taux de turbidité de l'eau de mer, a indiqué, hier, un communiqué de l'unité de wilaya de l'Algérienne des Eaux (ADE). La même source a précisé que cette infrastructure a repris son activité, samedi dernier, à hauteur de 50 pour cent de sa capacité totale, soit 100.000 mètres cubes par jour, après l'amélioration pro-

gressive du niveau de turbidité de l'eau de mer consécutivement aux récentes précipitations. "Une augmentation graduelle du rythme de production est attendue dans les prochaines heures", a-t-on souligné. Dans l'immédiat, l'unité locale de l'ADE a entamé le remplissage des principaux réservoirs d'eau potable et a mis en place un programme de distribution couvrant les quartiers de la ville de Mostaganem, ainsi que les différentes communes de la wilaya, précise le communiqué. En

effet, l'opération de distribution a débuté, samedi soir, et a concerné la commune de Mostaganem, ainsi que celles des daïras de Bouguirat, Mesra, Khadra (Kheiredine), Aïn-Tedles et Achâacha, tandis que la distribution pour les daïras de Sidi-Lakhdar et Sidi-Ali a été reportée à une date ultérieure. Par ailleurs, une seconde opération d'approvisionnement a été menée, tôt dimanche matin, ciblant plusieurs quartiers de la commune de Mostaganem et les zones avoisinantes, ajoute le com-

muniqué. A noter que l'Algérienne des Eaux avait, auparavant, eu recours au système d'approvisionnement Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), ainsi qu'au barrage de Kramis pour alimenter les citoyens en eau potable, suite à l'arrêt exceptionnel, mercredi dernier, de l'usine dessalement de l'eau de mer, laquelle produit quotidiennement 200.000 mètres cubes, couvrant l'essentiel des besoins de la wilaya.

Agence

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IL AURA POUR MISSION D'ÉLABORER
UN PLAN D'ACTION DÉTAILLÉ

Le Conseil national pour la mécanisation agricole installé

Conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a procédé, avant-hier samedi, à l'installation officielle du Conseil national pour la mécanisation agricole, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. À travers cette nouvelle instance, les pouvoirs publics entendent structurer et encadrer de manière plus rigoureuse le processus de mécanisation, considéré comme un levier central de modernisation et de renforcement de la capacité productive du secteur agricole.

Par Selma Rachid

En effet, le Conseil national pour la mécanisation agricole aura pour mission principale d'élaborer un plan d'action détaillé, fondé sur un inventaire exhaustif des besoins des agriculteurs en équipements, précise la même source. Ce travail devra, ajoute-t-il prendre en considération les spécificités de chaque filière agricole ainsi que les réalités propres aux différentes régions du pays, afin d'identifier des priorités claires et opérationnelles pour les saisons agricoles 2025-2026 et 2026-2027. La mise en place de ce plan d'action vise à faciliter l'accès des agriculteurs et des investisseurs aux équipements nécessaires, tout en assurant une meilleure coordination entre les acteurs concernés. Le Conseil regroupe, à cet effet, des représentants des secteurs impliqués dans la mécanisation agricole, des associations professionnelles de producteurs agricoles ainsi que des opérateurs économiques locaux spécialisés dans le matériel agricole, dans une démarche qui privilégie la concertation et l'adéquation aux besoins du terrain. Outre l'identification des besoins, le plan d'action devra proposer des mesures concrètes pour renforcer et diversifier la production nationale d'équipements agricoles. L'objectif est de réduire la dépendance aux importations, tout en veillant

au respect des normes d'utilisation adaptées à chaque région agricole. Le développement des capacités nationales de maintenance et l'amélioration de l'approvisionnement en pièces détachées figurent également parmi les axes prioritaires, notamment à travers la mise en place d'un réseau national de maintenance du matériel agricole, garantissant une exploitation optimale et durable du parc existant. Au-delà des aspects liés aux équipements et à leur disponibilité, la mécanisation agricole soulève également des enjeux structurants en matière de formation, d'innovation et de transition technologique. Plusieurs spécialistes soulignent en effet que l'efficacité de la mécanisation dépend étroitement du renforcement des compétences des agriculteurs et des opérateurs, notamment à travers la formation à l'utilisation rationnelle des machines, à l'agriculture de précision et aux technologies numériques appliquées au secteur agricole. La mécanisation est également perçue comme un facteur clé pour attirer les jeunes vers les métiers agricoles, en modernisant l'image du secteur et en réduisant la pénibilité du travail. Dans cette perspective, le Conseil national pour la mécanisation agricole est appelé à jouer un rôle d'orientation stratégique, en favorisant l'intégration progressive de solutions innovantes et adaptées aux défis climatiques, hydriques et économiques aux-

quels fait face l'agriculture nationale. Le Conseil national pour la mécanisation agricole est également appelé à assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du plan d'action, à travers des réunions périodiques destinées à évaluer l'état d'avancement des mesures retenues et à répondre, dans des délais rapides, aux besoins identifiés sur le terrain. L'installation de cette instance s'inscrit dans un contexte marqué par un regain d'intérêt des pouvoirs publics pour la mécanisation agricole. Lors de Conseils des ministres du 19 janvier dernier, le président de la République a insisté sur la nécessité d'accélérer la modernisation des exploitations agricoles, soulignant que l'accès aux équipements modernes constitue une condition essentielle pour accroître les rendements, élargir les surfaces cultivées et renforcer la sécurité alimentaire. Ces orientations ont été largement relayées par le ministre de l'Agriculture, qui a mis en avant l'impact attendu de la mécanisation sur la productivité et la rentabilité des exploitations, notamment dans les filières stratégiques. De leur côté, plusieurs experts ont salué cette approche structurée, estimant que l'élaboration d'un plan d'action national constitue une étape déterminante pour inscrire durablement la mécanisation au cœur du développement agricole du pays.

S. R.

INDUSTRIE ACS intègre une nouvelle unité industrielle à Tissemsilt

Par R. E.

La société holding algérienne des spécialités chimiques (ACS) poursuit le renforcement de son portefeuille industriel avec l'intégration officielle de l'entreprise PAC – Plastic Algeria Components, désormais rebaptisée GENERAL PLASTIC INJECTI (GPI). La cérémonie de remise des clés s'est déroulée avant-hier dans la wilaya de Tissemsilt, marquant une nouvelle étape dans la stratégie nationale de récupération et de valorisation des biens confisqués par les pouvoirs publics. Le transfert des actifs de cette unité industrielle a été opéré par la Direction des domaines de l'État au profit de la holding ACS, représentée par son président-directeur général, Samir Yahiaoui. À cette occasion, une assemblée générale extraordinaire a été tenue afin d'acter la création juridique de la nouvelle entité et l'installation de son siège social dans la wilaya de Tissemsilt. Cette opération vise à assurer la relance de l'activité industrielle dans des conditions optimales, à préserver les capacités de production existantes et à ouvrir une nouvelle phase de gestion et de développement. Elle s'inscrit également dans une démarche de maintien de l'emploi, à travers la sauvegarde des postes de travail et des contrats liant les employés à l'ancienne société PAC. Selon ACS, cette intégration constitue un jalon important dans le processus de réhabilitation des unités industrielles récupérées, en permettant la remise en exploitation des équipements, l'amélioration des performances industrielles et le renforcement de la valeur ajoutée nationale. La holding réaffirme ainsi son engagement à appliquer les orientations des pouvoirs publics en matière de valorisation des biens confisqués, dans une approche économique moderne fondée sur la création de richesse, le soutien au développement local et la consolidation du tissu industriel national.

MINES, TRANSFORMATION INDUSTRIELLE...

L'Algérie s'oriente vers une économie diversifiée

Par Selma R.

Longtemps tributaire des revenus pétroliers, l'Algérie s'engage aujourd'hui dans une trajectoire de transformation économique profonde. Une feuille de route ambitieuse cible le secteur minier, la transformation industrielle et les grands chantiers d'infrastructure, afin de diversifier le tissu économique national et de garantir une croissance durable et résiliente, loin de la dépendance exclusive aux hydrocarbures. Grâce à ces projets structurants et à leur potentiel chiffré impressionnant, l'Algérie s'oriente vers une économie diversifiée, industrialisée et durable, capable de résister aux fluctuations des marchés pétroliers et de renforcer sa souveraineté économique, tout en générant des retombées sociales et environnementales significatives. Le professeur Ahmed El Hidouci, enseignant en sciences économiques à l'université d'Alger, a souligné que « la diversification économique n'est pas un choix conjoncturel, mais une nécessité stratégique pour élargir les piliers qui soutiennent l'économie nationale et la prémunir contre les chocs extérieurs ». Invité de la « Chaîne I » de la radio nationale, il a expliqué que les pro-

jets miniers et industriels en cours constituent désormais le socle d'un nouveau modèle de croissance, fondé sur la transformation locale des ressources naturelles. Au cœur de cette dynamique figurent plusieurs projets majeurs aux chiffres impressionnants. Le projet Garra Djebilet pour le fer dispose d'un gisement de plus de 3,5 milliards de tonnes, tandis que le projet intégré de phosphates de Bled Hadba et de Bir El-Ater compte plus de 2,8 milliards de tonnes de réserves. S'ajoute l'exploitation du plomb et du zinc à Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa. Selon Ahmed El Hidouci, ces initiatives devraient créer des milliers d'emplois et stimuler le développement des industries de transformation. Pour assurer le transport du minerai vers les complexes industriels, un axe ferroviaire stratégique Tindouf-Béchar, long de près de 950 km, a été réalisé. Il permet de relier les gisements aux installations de transformation du fer et de l'acier du groupe Tosyali à Béthioua (Oran), consolidant ainsi la chaîne de valeur nationale. « Ce type de connexion logistique est essentiel pour valoriser les ressources minières et les intégrer aux industries locales », a précisé le professeur. Les retombées économiques potentielles

sont également considérables. Le développement du secteur du fer pourrait générer une production d'acier estimée à plus de 750 dollars par tonne, rapportant environ 20 milliards de dollars à l'État sous forme de valeur ajoutée. Pour le phosphate intégré, le prix par tonne varie autour de 400 dollars, permettant de générer entre 7 et 10 milliards de dollars de recettes. Ces chiffres illustrent la capacité de ces projets à renforcer les revenus non liés aux hydrocarbures et à bâtir des filières industrielles robustes. Ahmed El Hidouci a également souligné l'importance de la sous-traitance et de l'intégration des entreprises locales : « L'implication des sociétés de sous-traitance à hauteur de 30 à 40 % des projets soutient les petites et moyennes entreprises et structure un véritable écosystème industriel national », contribuant à réduire la dépendance aux importations et à développer un savoir-faire local durable. Au-delà des enjeux économiques, ces projets comportent des dimensions sociales majeures. Le développement de pôles industriels et miniers dans le Sud-Ouest et à Tindouf permet de créer des milliers d'emplois directs et indirects, de dynamiser les régions éloignées et de moderniser les in-

frastructures locales, tout en améliorant les conditions de vie. « L'impact social est considérable, car il favorise l'essor de nouvelles villes et la stabilisation des populations », a expliqué Ahmed El Hidouci. La question environnementale occupe également une place centrale. L'intégration d'énergies renouvelables, notamment le solaire pour alimenter les sites miniers et industriels, traduit une volonté de concilier performance économique et respect des normes environnementales internationales. « L'alignement sur les standards environnementaux est aujourd'hui indispensable pour accéder aux marchés mondiaux et assurer la durabilité des projets », a ajouté l'expert. Enfin, cette transformation économique s'inscrit dans une vision régionale et continentale. L'Algérie entend renforcer son rôle en Afrique, notamment dans les pays du Sahel, en partageant son expertise et en investissant dans des infrastructures stratégiques telles que les ports, les aéroports et les réseaux ferroviaires. Ahmed El Hidouci a rappelé que le modèle algérien est déjà transféré à travers des partenariats régionaux, permettant aux pays voisins de développer leurs propres industries et d'assurer une autonomie partagée.

TEXTILE ET HABILLEMENT
Salon des marques
internationales Made in
DZ fin janvier à Alger

Le Salon des marques internationales du textile et de l'habillement fabriquées en Algérie (International Brands Exhibition Made in DZ) sera organisé les 30 et 31 janvier à Alger, sous l'égide du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère.

Cette manifestation vise à présenter les produits de marques internationales fabriqués en Algérie et commercialisés sur les marchés national et international, précise la même source.

L'organisation de cet événement, qui s'inscrit dans le cadre de la politique du secteur visant à localiser les marques commerciales internationales, verra la participation de plusieurs marques internationales et nationales des domaines du textile et de l'habillement.

Le Salon constituera également un espace professionnel pour présenter les expériences dans le domaine de la production sous marques internationales et promouvoir les exportations de ces produits vers les marchés étrangers, notamment africains, sous le label "Made in Algeria".

SNTF
Derniers réglages pour la
ligne minière Béchar-
Tindouf-Gara Djebilet

Les dernières préparations sont en cours pour le lancement officiel de la ligne minière ferroviaire Ouest Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, un projet stratégique qui vise à relier le cœur des zones minières du Sud-Ouest de l'Algérie.

Dans ce cadre, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé hier une suspension provisoire des navettes de train entre Oran et Béchar, aller et retour, à partir du mardi 27 janvier.

Selon le communiqué de la société, cette mesure temporaire vise à permettre l'entrée en exploitation du ligne minière Ouest, reliant Béchar, Tindouf et Gara Djebilet, et à finaliser les derniers réglages techniques.

La dernière navette sur la ligne Oran-Béchar sera assurée le lundi 26 janvier, avant la suspension.

La SNTF a précisé que les voyageurs seront informés ultérieurement de la date de reprise des services.

Cette ligne minière ferroviaire, réalisée dans un temps record, constitue un projet majeur pour le transport des ressources minières et le développement économique du Sud-Ouest algérien, tout en renforçant la connectivité entre les wilayas de Béchar, Tindouf et les zones d'extraction de Gara Djebilet.

R E.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	par	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	331,00	345,00	+4,23	4,41	-16,65	6,09	10,14	2625	871 126,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,30	-0,82	9,00	5,56	1020	1 428 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,25	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 297,00	2297,00	0,00	-0,09	1,35	10,96	5,44	9006	20 686 782,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,98	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,27	3,97	5,00	0	0,00

BAD

L’agriculture climato-intelligente
pour consolider la sécurité
alimentaire en Afrique

La Banque africaine de développement (BAD) met en avant l'agriculture climato-intelligente comme levier de renforcement de la sécurité alimentaire sur le continent africain.

Dans un document publié récemment sur son site web, l'institution indique que son programme "Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine" (TAAT) a permis à plus de 13 millions d'agriculteurs d'accéder à des technologies adaptées au climat ainsi qu'à des formations aux meilleures pratiques d'adaptation.

Selon la BAD, ces actions ont contribué à une augmentation estimée à 25 millions de tonnes de la production agricole en moins de dix ans.

Le programme déploie notamment des variétés de semences résistantes à la sécheresse et à la chaleur, avec pour objectif d'améliorer les rendements, de soutenir les revenus agricoles et de stimuler l'emploi.

La BAD souligne que l'agriculture demeure un secteur clé en Afrique subsaharienne, où elle emploie plus de la moitié de la population active, et qu'elle est particulièrement exposée aux effets du



changement climatique. Des études citées par l'institution estiment que la production de cultures de base, telles que le blé et le maïs, pourrait diminuer d'environ 20 % d'ici 2050 en l'absence de mesures d'adaptation, ce qui accentuerait les risques pour la sécurité alimentaire et les

moyens de subsistance.

L'institution financière considère que la généralisation des pratiques d'agriculture climato-intelligente – notamment l'ajustement des calendriers de semis ou l'adoption de variétés plus résistantes – peut renforcer la résilience du secteur et limiter les pertes de production.

La BAD cite l'exemple du Nigeria, où la mise en œuvre du programme TAAT a permis d'étendre les superficies consacrées au blé, passées de 11.820 hectares en 2021 à près de 400.000 hectares en 2025.

Les rendements auraient progressé d'environ 30 % dans les zones concernées.

A l'échelle continentale, le programme a également appuyé la distribution de dizaines de milliers de tonnes de semences améliorées et d'engrais.

La diffusion de ces technologies repose, selon la même source, sur l'implication des organisations d'agriculteurs, des coopératives et du secteur privé, appuyés par des outils numériques fournissant des données climatiques et météorologiques.

Agence

PORT D’ANNABA

Le transport de conteneurs via le train relancé

Dans le cadre de l'amélioration des performances des infrastructures portuaires et du renforcement de leur efficacité opérationnelle, et conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à trouver des solutions logistiques innovantes pour alléger la pression sur les ports, une opération de transport des conteneurs vides par train a été relancée hier dimanche, à partir de la zone de stockage «d'Al-Alaalik» vers le port d'Annaba sur une distance de 4 km.

Cette initiative, indique le ministère dans un communiqué, fait suite à une expérience antérieure mise en place au niveau du port d'Alger, où les conteneurs sont transférés par voie ferroviaire vers la zone de Raouiba, dans le cadre de l'extension des solutions logistiques alternatives et de l'amélioration de la fluidité du trafic à l'intérieur des ports.

Il est prévu que cette opération ait un impact direct et positif sur la réduction des coûts logistiques pour les opérateurs économiques, tout en diversifiant les modes de transport logistique, ce qui contribuera à accélérer la sortie des conteneurs du port et à alléger la pression exercée sur celui-ci.

Dans ce cadre, il est estimé que le nombre de conteneurs transportés variera de 10 à 25 conteneurs par jour dans un premier temps, avec un objectif de porter ce

nombre à 100 conteneurs par jour, en programmant jusqu'à dix (10) trajets quotidiens entre le port d'Annaba et la zone de stockage «d'Al-Alaalik», dans le but d'améliorer la fluidité du trafic et d'optimiser l'efficacité de la chaîne de transport et des ser-

vices portuaires.

Dans cette première phase, la SNTF a mis à disposition 10 wagons, nombre qui sera porté à 20 dans les prochains jours afin de renforcer la capacité de transport.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 جاتفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Janvier 2026

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	68	76	60	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	96	113	78	الطماطم	
	Oignon sec	70	79	62	البصل الجاف	
	Ail sec	787	864	710	الثوم الجاف	
	Carotte	96	109	84	الجزر	
	Navet	106	120	93	اللفت	
	Choux fleur	76	86	66	قرنبيط	
	Choux	88	100	76	الكرنب	
	Courgette	135	151	120	الكوسة	
	Haricot vert	353	384	321	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	145	159	130	الخس	فواكه طازجة
	Clémentine	188	231	146	كليمنتين	
	Mandarine	171	204	137	المندرين	
	Orange	150	186	114	البرتقال	
	Citron	150	176	124	الليمون	
	Pomme locale	394	477	310	التفاح المحلي	
	Datte	509	641	376	التمر	
Produits d'origine animale	Banane	496	514	473	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1918	2068	1768	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	338	352	324	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	

PLUIES DILUVIENNES EN ALGÉRIE

Un épisode météorologique extrême sous haute surveillance

Les fortes précipitations enregistrées la semaine dernière dans plusieurs régions du pays ont rappelé, avec une brutalité saisissante, la vulnérabilité de nombreux territoires face aux phénomènes météorologiques extrêmes. Ces intempéries, qui ont malheureusement causé d’importants dégâts matériels, s’inscrivent dans un contexte climatique de plus en plus instable, selon l’Office national de la météorologie (ONM).

Par Réda Hadi

Invité par nos confrères de la Radio nationale, Sid Ahmed Hammadi, directeur de l'exploitation météorologique à l'ONM, est revenu en détail sur cet épisode qualifié « d'exceptionnel » par son intensité et sa rapidité. Il a affirmé qu'entre le 19 et le 22 janvier, certaines régions ont enregistré des quantités d'eau rarement observées sur une période aussi courte. À Chréa, les stations météorologiques ont relevé un cumul de 238 millimètres en seulement 48 heures, soit l'équivalent de plus de trois mois de précipitations normales. D'autres wilayas n'ont pas été épargnées : 162 mm à Médéa, 132 mm à Miliana, tandis que de nombreuses régions du centre, de l'ouest et de l'est ont enregistré entre 60 et 100 mm. Les wilayas côtières et intérieures telles que Relizane, Mascara, Chlef, Tizi Ouzou ou Jijel ont également été fortement touchées. Selon l'ONM, ces précipitations intenses ont concerné la quasi-totalité du nord du pays, de l'ouest à l'est, sous l'effet d'un Bulletin météorologique spécial (BMS) couvrant une large zone. La tempête «Harry» est probablement à l'origine du phénomène. Car explique-t-il, cet épisode trouve son origine dans une dépression méditerranéenne profonde, baptisée « Harry », centrée entre la Sicile et la Tunisie. Ce système atmosphérique, parfois qualifié de medicane (cyclone méditerranéen), résulte de la rencontre entre de l'air froid en altitude et de l'air chaud et humide en basses couches.

Le changement climatique est une réalité

« Ce n'est pas un cyclone tropical, mais

son fonctionnement en est proche », a précisé Sid Ahmed Hammadi. La dépression a généré des pluies intenses, des vents violents pouvant dépasser localement les 100 km/h et une forte agitation marine. Sur certaines portions du littoral algérien, notamment dans l'Algérois, des vagues submersives ont atteint jusqu'à 7 à 8 mètres, alors que la houle significative oscillait entre 3,5 et 4 mètres. Contrairement à certaines situations soudaines et difficiles à anticiper, cet épisode avait été prévu par les services de Météo Algérie. « Les bulletins de moyenne échéance annonçaient déjà cette dégradation cinq à sept jours avant », a souligné le responsable. Plusieurs BMS ont ensuite été émis, dont des alertes orange et rouge, notamment pour les wilayas de Chlef, Tipaza, Médéa, Aïn Defla, Blida, Mostaganem et Mascara. La vigilance rouge, la plus élevée, avait été déclenchée plus de 18 heures avant l'arrivée du phénomène, avec des cumuls attendus pouvant dépasser localement les 120 mm. Ces alertes sont transmises aux autorités locales, aux walis, aux ministères de l'Intérieur, des Transports et des Ressources en eau, ainsi qu'à la Délégation nationale aux risques majeurs, chargée de la coordination intersectorielle. Au-delà de l'épisode lui-même, l'ONM alerte sur une tendance lourde : ces événements extrêmes tendent à devenir plus fréquents. « Le changement climatique est une réalité mesurée et observée. On ne peut plus parler d'exceptionnel, mais de phénomènes qui se normalisent », a expliqué Sid Ahmed Hammadi. Vagues de chaleur records, sécheresses prolongées, pluies diluviennes en un temps réduit, tempêtes et orages convectifs violents sont désormais appelés à se

multiplier. Les projections climatiques indiquent une hausse inévitable des températures au cours des prochaines décennies, notamment en été, avec une augmentation pouvant atteindre 5 à 7 degrés par rapport aux normales saisonnières à l'horizon 2080, même dans les scénarios les plus modérés.

Adapter les territoires et renforcer la prévention

Si la nature ne peut être contrôlée, ses impacts peuvent toutefois être limités. « On ne peut pas empêcher la pluie de tomber, mais on peut éviter que les inondations ne deviennent catastrophiques », insiste le responsable, évoquant la nécessité d'une meilleure planification urbaine, d'une gestion proactive des risques et du renforcement des systèmes d'alerte précoce. L'ONM mise également sur la sensibilisation, notamment auprès des jeunes générations. Des actions pédagogiques sont menées auprès des écoles, lycées et universités afin d'expliquer les phénomènes météorologiques, le rôle des BMS et les comportements à adopter en cas d'intempéries. Enfin, la vigilance reste de mise. Selon les prévisions, une nouvelle série de perturbations affectera le nord du pays au cours de la semaine, avec des pluies attendues notamment sur les régions de l'est et du centre-est, comme Skikda et Jijel, où les cumuls pourraient atteindre localement 50 à 70 mm. Un rappel, s'il en fallait, que face à un climat de plus en plus imprévisible, l'anticipation et l'adaptation constituent désormais des impératifs majeurs.

CULTURE DU QUINOA

Un modèle agricole important à forte valeur ajoutée

Par APS

La culture du Quinoa a été au centre d'une journée d'étude et de sensibilisation organisée dimanche à la Chambre de l'Agriculture de Ghardaïa. Le président de la Chambre de l'Agriculture, Rabah Ouled El-Haddar, a situé cette rencontre dans le cadre de la sensibilisation et de l'encouragement des agriculteurs à adhérer à la stratégie de diversification des cultures et produits agricoles, dont ceux à valeur ajoutée en tant que ressource économique importante et de haute valeur nutritionnelle, telle

que la culture du Quinoa, répandue dans plusieurs wilayas pour ses bienfaits sur la santé, ses avantages économiques et ses multiples utilisations, en plus de son adaptation au milieu saharien. De son côté, Halima Khaled, directrice de la Station de l'Institut technique de développement de l'agriculture saharienne (ITDAS d'El-Meghaier), a souligné l'importance du Quinoa et ses modes de culture. La culture du Quinoa représente, a-t-elle expliqué, un modèle agricole important à forte valeur ajoutée, à considérer ses nombreux bienfaits, à commencer par sa teneur en protéines

complètes comprenant les acides aminés essentiels, faisant d'elle un choix idéal pour les enfants, les sportifs, les femmes enceintes et les personnes en quête d'alimentation équilibrée. La plante en question revêt également une importance pour les malades cœliaques, car dépourvue naturellement de gluten, permettant son intégration dans les régimes alimentaires, sans crainte de complications sur la santé, a-t-elle ajouté. Pour sa part, M. Bachir Abachi, investisseur dans la culture du quinoa dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a révélé que l'une des raisons l'ayant poussé à s'engager dans ce

genre culturel, est son intérêt économique, son faible coût et son adaptation à toutes les saisons, en particulier au climat saharien, en plus d'être un substitut alimentaire sain, et la demande croissante le Quinoa fait l'objet ces derniers temps sur le marché. Cette journée d'étude a pour objectif de vulgariser aux agriculteurs cette culture prometteuse, à les sensibiliser à son importance et à valoriser ses caractéristiques agricoles et ses bienfaits nutritionnelles, en tant que choix stratégique face aux défis climatiques actuels, et ce, pour les encourager à l'intégrer dans leurs rotations agricoles.

MÉDICAMENTS POUR LES NON ASSURÉS SOCIAUX

Remise cette semaine de la carte électronique

Il sera procédé, cette semaine, à la remise de la carte électronique pour bénéficier des médicaments au profit des démunis non assurés sociaux, a fait savoir le directeur des prestations à la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), M. Abdelhafid Djoghri. Dans une déclaration à l'APS, M. Djoghri a précisé que l'opération de remise de cette carte électronique sera entamée cette semaine au profit des démunis non assurés sociaux, soulignant que "plus de 150 cartes électroniques ont été préparées pour le moment et que l'opération se poursuit". Cette carte électronique permettra à ces personnes ainsi qu'à leurs enfants mineurs, de bénéficier gratuitement d'environ 5.500 médicaments auprès des pharmacies conventionnées avec la CNAS, au nombre dépassant 13.000 officines, ajoute le responsable. "Les personnes concernées seront convoquées en vue de se rapprocher des agences de la sécurité sociale de la wilaya de leur lieu de résidence, afin de retirer leurs cartes", a fait savoir M. Djoghri. Il a rappelé que cette nouvelle carte électronique concerne les démunis non assurés sociaux, sans revenus, y compris les malades chroniques, ainsi que leurs enfants mineurs à charge, conformément aux dispositions du décret exécutif 24-287 du 22 août 2024, fixant les modalités de la prise en charge des démunis non assurés sociaux. Le traitement des demandes en vue de bénéficier de cette carte, se fait en coordination entre les services des secteurs de la Solidarité nationale et de la Sécurité sociale, après le dépôt d'un dossier administratif et médical auprès du service des affaires sociales de la commune de résidence. Les services de la commune transmettent ensuite les dossiers à la commission de wilaya compétente pour les examiner et y trancher, avant leur envoi à la CNAS afin de préparer la carte électronique pour bénéficier des médicaments aux personnes concernées. Agence

BISKRA

**435 foyers
raccordés au réseau
de gaz à Laghrous
et 228 lots au
réseau d’électricité
à Foughala**

Plus de 435 foyers de la commune de la Laghrous (wilaya de Biskra) ont été raccordés samedi au réseau d'approvisionnement en gaz naturel et 228 lots de terrain au réseau d'alimentation en électricité, dans la commune de Foughala. Selon les explications données du directeur local de distribution de l'électricité et du gaz, Djamel Mekhlouf, au chef de l'exécutif de wilaya, Lakhdar Sedas, qui a supervisé l'opération, le projet de raccordement au réseau de gaz des habitations du lotissement social situé dans la zone d'expansion urbaine Nord de la commune de Laghrous a mobilisé plus de 27 millions DA du trésor public pour la réalisation dans un délai de 180 jours d'un réseau. de canalisations de 10 km linéaires. Le même responsable a précisé que le coût des travaux de raccordement du lotissement social de 228 lots de la commune de Foughala a dépassé 67 millions DA, ce qui a permis l'installation de 5 transformateurs électriques et un réseau de lignes de 6.891 mètres linéaires dans un délai de 89 jours. Le wali a affirmé à l'occasion que les deux opérations de raccordement à ces réseaux de deux lotissements sociaux "traduisent les efforts de l'Etat pour offrir un cadre de vie convenable sur tous les plans aux citoyens, notamment au profit des bénéficiaires de lotissements sociaux en raccordant leurs maisons aux divers réseaux de sorte à leur permettre de les occuper dans les plus proches délais". Agence

ANNABA

Forte affluence et partenariats prometteurs au Salon national de l’agroalimentaire et de l’emballage

Annaba a abrité, durant quatre jours, le Salon national de l’industrie agroalimentaire et de l’emballage, un rendez-vous économique majeur qui s’est achevé samedi après-midi à l’hôtel Sheraton. L’événement a enregistré une affluence remarquable avec 15.620 visiteurs, confirmant l’intérêt croissant pour un secteur stratégique de l’économie nationale.

Synthèse R R.

Selon le commissaire du salon, Oussama Lehouam, près de 70 % des visiteurs ont été accueillis lors des deux derniers jours, témoignant d’une dynamique ascendante et d’un engouement soutenu des professionnels comme du grand public. Cette forte mobilisation a contribué à faire de cette manifestation un espace privilégié d’échanges, de prospection et de mise en relation entre opérateurs économiques. Le salon s’est distingué par des résultats concrets, notamment la signature de 59 accords de partenariat. Environ 60 % de ces accords ont été conclus entre exposants, tandis que le reste a associé exposants et visiteurs professionnels, illustrant la capacité de l’événement à générer des opportunités d’af-

fares réelles et à encourager l’investissement productif. Au-delà des stands d’exposition, plusieurs ateliers thématiques et rencontres professionnelles ont été organisés. Ces espaces de dialogue ont permis un rapprochement des visions entre chefs d’entreprise, industriels et porteurs de projets, tout en favorisant l’échange d’expériences dans les domaines de la transformation agroalimentaire, de l’emballage moderne et des normes de qualité. Pour les participants, ces ateliers ont constitué un levier important pour anticiper les évolutions du marché et identifier de nouvelles pistes de coopération. La manifestation a également offert aux visiteurs l’opportunité de découvrir les technologies les plus récentes en matière de production, de conditionnement et de conser-

vation des produits alimentaires. La participation, notamment lors des deux derniers jours, de sociétés venues de Libye, de Tunisie et des États-Unis d’Amérique a conféré au salon une dimension régionale et internationale, renforçant son attractivité et son rayonnement. Au total, 81 exposants ont pris part à ce rendez-vous économique, mettant en lumière les avancées du secteur agroalimentaire national et les solutions innovantes en matière d’emballage. À travers cette édition, Annaba s’est affirmée comme un pôle d’accueil d’événements économiques d’envergure, tandis que le salon a confirmé son rôle dans la promotion des partenariats d’investissement, au service de la diversification et du renforcement de l’économie nationale.

BLIDA

Une vaste campagne de réparation des fuites d’eau avec la participation d’équipes de 25 wilayas

L’Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya de Blida a lancé, samedi, une vaste campagne de réparation des fuites d’eau, mobilisant 25 équipes de différentes wilayas du pays, en vue de récupérer des volumes importants de cette ressource vitale. Dans le cadre de l’amélioration du service public et de la préservation des ressources hydriques, le wali, Djamel Eddine Hes-

has, a supervisé le lancement de cette campagne à laquelle participent 25 équipes de l’Algérienne des eaux, issues de plusieurs wilayas, notamment Tlemcen, Tiaret, Mascara, Tissemsilt, Médéa, Bejaïa, Alger, Jijel, Mostaganem, ainsi que des équipes de la wilaya de Blida. L’opération concerne l’ensemble des communes de la wilaya et vise la réparation de 503 fuites recensées,

notamment dans les daïras d’Oued El Alleug (82), Boufarik (78) et Blida (60). Selon les explications fournies sur place, cette campagne permettra de récupérer un volume d’eau de près de 3.300 M3/Jour au niveau des réseaux de distribution et 1.200 M3/Jour au niveau des champs de production. L’initiative vise à améliorer l’alimentation des citoyens en eau potable, à augmenter le rende-

ment des réseaux, à assurer la continuité et la qualité du service, à lutter contre les maladies à transmission hydrique (MTH) et à réduire les pertes financières liées à l’eau non facturée. A cet effet, l’ADE de Blida appelle les citoyens et les acteurs de la société civile à signaler toute fuite d’eau via sa page officielle ou en contactant le centre d’appel téléphonique. APS

AÏN DEFLA

Hausse de 26% du niveau des barrages grâce aux prélèvements

Le niveau de remplissage des barrages de la wilaya d’Aïn Defla a enregistré une hausse de 26%, ces dernières semaines à la faveur des importantes répercussions qui ont touché l’ensemble des régions de la wilaya, at-on appris, samedi, de la Direction locale des ressources en eau. Selon la même source, les conditions météorologiques ont eu un impact

direct sur les réserves des cinq (5) barrages de la wilaya, qui ont enregistré une augmentation notable des volumes d’eau stockés durant les mois de décembre et janvier courant, soit 26%. Le barrage de Ghrib (Oued Chorafa) affiche le niveau le plus élevé, avec près de 62 millions de M3, suivi de celui de Sidi M’hamed Bentaïba (Arib) avec 37 millions de M3, et du barrage de

Derder (Tarek Benziad) avec près de 14,6 millions de M3. Le barrage d’Ouled Melouk (Rouina) totalise un volume de 11 millions de M3, tandis que celui de Harraza (Djellida) a atteint près d’un (1) million de M3, selon les chiffres fournis par les services concernés. Ce taux de remplissage des barrages devrait contribuer à assurer la continuité de l’alimenta-

tion en eau potable (AEP), ayant un impact positif sur l’activité agricole, notamment en matière d’irrigation des cultures stratégiques et des superficies irriguées, ainsi que sur l’amélioration des rendements dans une wilaya comprenant parmi les plus importants pôles agricoles du pays, selon la même source APS

DJANET

Réalisation de plusieurs projets en cours de au chef-lieu de wilaya

Par R R.

La commune de Djanet connaît actuellement une dynamique soutenue à travers la réalisation de plusieurs projets de développement visant à renforcer les infrastructures de base, améliorer le cadre de vie des citoyens et promouvoir un service public de proximité. Ces opérations s’inscrivent dans une vision globale de développement durable de cette wilaya saharienne à fort potentiel touristique, culturel et humain, ont indiqué samedi les services de la wilaya. Parmi les projets en cours figurent la réhabilitation et l’extension de plusieurs infrastructures sportives, notamment le stade de proximité d’Ifri, qui a bénéficié

de la pose d’une pelouse synthétique. Cette réalisation s’inscrit dans les efforts déployés pour encourager la pratique sportive, en particulier chez les jeunes, et offrir des espaces adaptés aux activités de loisirs et de cohésion sociale. Dans le même registre, un marché de proximité est en cours de réalisation afin de rapprocher les services commerciaux des citoyens et améliorer les conditions d’approvisionnement des quartiers. Le secteur de l’hydraulique occupe également une place importante dans ces programmes. Deux châteaux d’eau, d’une capacité de 500 mètres cubes chacun, sont en cours de réalisation au niveau de la cité des 50 logements et du quartier Agh-Akeni. Ces infrastructures visent à renforcer le

réseau d’alimentation en eau potable et à répondre à la demande croissante liée à l’extension urbaine et à l’amélioration des conditions de vie des habitants. Sur le plan des infrastructures de base, la commune a bénéficié d’une opération d’aménagement de routes sur un linéaire global de 8 kilomètres, notamment dans le quartier Azelouaz. Ces travaux contribuent à améliorer la mobilité urbaine, à désenclaver certains quartiers et à soutenir le développement local. Le secteur de l’éducation n’est pas en reste, avec la réalisation d’une cantine scolaire à l’école primaire Emir-Abdelkader, permettant d’améliorer la prise en charge des élèves et de soutenir la scolarisation dans de meilleures conditions. En matière de santé, la construction

d’un hôpital de 120 lits dans la zone de Taguentouret constitue l’un des projets majeurs de la wilaya. Cette infrastructure renforcera significativement la couverture sanitaire et réduira les déplacements des patients vers d’autres régions. Enfin, l’aménagement de l’entrée de la ville de Djanet vise à améliorer l’attractivité urbaine et à valoriser l’image de cette wilaya, véritable porte du Tassili n’Ajjer. Les services de la wilaya ont insisté sur le respect des délais contractuels et des normes de qualité, soulignant que ces projets traduisent la volonté des pouvoirs publics d’accompagner le développement harmonieux et intégré de Djanet.

Le Groenland sera-t-il le suivant ? De l'espionnage américain à la pure annexion

La « prise de contrôle » du Venezuela suscite l'inquiétude, mais Trump devrait savoir que s'aliéner Copenhague compromettrait en réalité la sécurité des États-Unis.

Par Pavel Devyatkin (*)

Au cours de 2025, l'administration Trump a considérablement intensifié sa campagne pour contrôler le Groenland. Lorsque, en 2019, le président Trump a pour la première fois proposé d'acheter le Groenland, le monde entier s'en est moqué. Aujourd'hui, les rires se sont tus et le ton est passé de la moquerie à l'incrédulité et à l'angoisse. En effet, après les frappes militaires de Trump contre le Venezuela, les analystes avertissent désormais que les menaces de Trump contre le Groenland doivent être prises au sérieux, surtout après que Katie Miller, l'épouse du chef de cabinet adjoint Stephen Miller, ait publié une carte du Groenland entièrement recouvert du drapeau américain avec la légende « Bientôt », quelques heures seulement après que les forces américaines se soient saisies de Nicolas Maduro.

Trump a provoqué une nouvelle onde de choc lorsqu'il a déclaré dans une interview au magazine Atlantic : « Nous avons absolument besoin du Groenland. Nous en avons besoin pour notre défense », ajoutant à tort que l'île était « encerclée par des navires russes et chinois. » La Première ministre danoise, Mette Frederiksen, a répondu de manière catégorique. « Je dois le dire très clairement aux États-Unis », a-t-elle déclaré dimanche dans un communiqué officiel. « Il est absolument absurde de parler de la nécessité pour les États-Unis de prendre le contrôle du Groenland. Les États-Unis n'ont aucun droit d'annexer le moindre des trois pays composant le Royaume du Danemark. » Cette déclaration fait suite à son discours du Nouvel An, dont elle s'est servie pour afficher une position plus ferme à l'encontre des ambitions de Washington, déclarant : « Jamais auparavant nous n'avions augmenté notre puissance militaire de manière aussi spectaculaire et rapide. » Trump continue d'insister sur le fait que les États-Unis ont besoin du Groenland pour leur sécurité nationale, allant même jusqu'à menacer d'utiliser la force militaire ou la pression économique auprès du Danemark. Il a également menacé d'imposer des droits de douane élevés si le Danemark ne le cédait pas, affirmant que « personne ne sait vraiment si le Danemark a un droit légal sur ce territoire, mais si c'est le cas, il devrait y renoncer. » Ce n'est pas là la diplomatie prudente que les États-Unis avaient l'habitude de pratiquer. L'approche de Trump a déclenché des protestations de la part du Danemark et, pour la première fois, les services de renseignement danois qualifient les États-Unis de menace potentielle pour la sécurité.

Trump a nommé le gouverneur de Louisiane, Jeff Landry, comme envoyé spécial au Groenland. Celui-ci a déclaré que contribuer à « faire du Groenland une partie des États-Unis » était un honneur. Le ministre danois des Affaires étrangères, Lars Løkke Rasmussen, a qualifié cette nomination de « profondément cho-



quante » et les commentaires de Landry de « totalement inacceptables. »

Influence et pression

L'administration explore actuellement toutes les pistes pour exercer une influence sur le Groenland. En janvier 2025, le fils du président, Donald Trump Jr, s'y est rendu pour tourner une vidéo pour son podcast. Il a déclaré qu'il n'était qu'un simple touriste, mais beaucoup y ont vu un élément d'une campagne de pression. Les médias danois ont remarqué que dans les vidéos et photos qu'il avait postées, de nombreux partisans de Trump étaient en réalité des sans-abri et des habitants « socialement défavorisés » à qui on avait offert des repas gratuits et des casquettes MAGA s'ils acceptaient d'apparaître à l'écran. « On les achète, et c'est profondément répugnant », a déclaré un habitant de Nuuk.

Et puis en mars, on a eu la visite du vice-président JD Vance. Son épouse, Usha Vance, avait prévu d'assister à une course de chiens de traîneau. Des représentants américains ont fait du porte-à-porte pour demander aux Groenlandais s'ils souhaitaient la rencontrer. La réponse, partout, a été : « Non, merci. »

Après que les entreprises et les habitants locaux aient annulé leur rencontre avec la Deuxième Dame, les Vance ont dû se contenter de se rendre sur la base spatiale reculée de Pituffik [ex-Thulé, NdT], loin du reste de la population. C'est là que Vance a accusé le Danemark de ne pas protéger les Groenlandais et les troupes américaines contre « les incursions très agressives de la Russie, de la Chine et d'autres nations. »

La situation s'est dégradée en août. Les médias danois ont rapporté que des agents américains menaient des « opérations d'influence » au Groenland, tentant de prôner la sécession d'avec le Danemark. Cela a incité le ministère danois des Affaires étrangères à convoquer l'envoyé américain pour lui passer un savon. Un responsable de la Maison Blanche a déclaré : « Nous pensons que les Danois devraient se calmer. » Les agences de renseignement américaines avaient, dès le mois

de mai reçu l'ordre d'intensifier leurs activités d'espionnage au Groenland. Pendant ce temps, le consulat américain à Nuuk recrute des stagiaires parlant danois et groenlandais pour aider à « communiquer les priorités de la politique étrangère américaine auprès de la population groenlandaise » sur les réseaux sociaux. En substance, ils veulent que les Groenlandais vendent la politique américaine à leurs propres communautés.

Le point de vue du Groenland

Ce n'est pas ce que veulent les Groenlandais. Dans un sondage réalisé en janvier 2025, 85 % d'entre eux se sont déclarés opposés à un rattachement aux États-Unis, tandis que 6 % y étaient favorables et 9 % indécis. La plupart des Groenlandais souhaitent toutefois obtenir leur indépendance vis-à-vis du Danemark, environ 84 %, mais près de la moitié d'entre eux précisent que cela ne doit pas nuire à leur qualité de vie. Les élections législatives de mars 2025 au Groenland ont semblé être une réponse directe à la rhétorique de Trump. Le parti de centre-droit Demokraatit, qui a vivement critiqué Trump, a remporté les élections. Son leader, Jens-Frederik Nielsen, a qualifié Trump de « menace pour notre indépendance politique. » Selon l'expert danois Ulrik Pram Gad, les résultats des élections ont montré que les Groenlandais « se sentent délaissés mais plus réticents encore à s'engager avec les États-Unis. » Après les commentaires de Trump dimanche, Nielsen a déclaré dans un communiqué : « Lorsque le président des États-Unis dit « Nous avons besoin du Groenland » et fait le lien avec le Venezuela et une intervention militaire, non seulement c'est inacceptable, mais c'est également irrespectueux. » Le Groenland est-il vraiment une question de sécurité nationale ?

Les intérêts légitimes des États-Unis en matière de sécurité et d'économie peuvent être mieux servis par un partenariat respectueux que par une acquisition agressive. Grâce à l'accord de défense du Groenland de 1951, les États-Unis disposent déjà de droits militaires étendus dans

cette région.

Ce cadre permet aux États-Unis d'accéder à la base spatiale de Pituffik (anciennement Thulé), une zone cruciale pour la défense antimissile. Mais lorsque Trump parle du Groenland, il continue de mettre toute l'île dans le même panier que la base militaire, insistant sur le fait que la seule façon de garantir la sécurité de Pituffik est de devenir propriétaire du territoire sur lequel elle se trouve.

Fondamentalement, l'argument de Trump en faveur de l'acquisition du Groenland témoigne d'une incompréhension de la sécurité en Arctique. Lorsqu'il affirme que « les navires russes et chinois sont partout » le long des côtes du Groenland, il confond différentes parties de l'Arctique. La Russie et la Chine envoient effectivement des navires dans l'Arctique, mais ceux-ci sont loin du Groenland. Ils se trouvent très loin de là, dans les mers de Barents et de Béring, à des milliers de kilomètres de là.

Les garde-côtes américains ont rencontré des navires de guerre, des bombardiers et des navires des garde-côtes chinois et russes opérant ensemble au large des côtes de l'Alaska. C'est là que l'attention américaine devrait se porter en matière de sécurité dans l'Arctique, et non sur le Groenland.

Prendre du recul

Au lieu de menacer d'utiliser la force ou la coercition, Washington devrait se concentrer sur des accords qui profitent aux deux parties et respectent le droit du Groenland à s'autogouverner. Cela signifie traiter le gouvernement du Groenland comme un partenaire, et non comme un trophée.

Les services de renseignement danois soulignent que l'approche imprévisible des États-Unis pousse les pays à préférer conclure des accords avec la Chine. Paradoxalement, l'offensive de Trump pour acheter le Groenland pour contrer la Chine pourrait avoir l'effet inverse, donnant l'impression que Pékin est un partenaire plus fiable et plus rationnel que Washington, source de menace existentielle. Il faut que l'administration américaine arrête de parler d'annexion. Elle devrait plutôt respecter le cadre des accords actuels, soutenir les objectifs de développement du Groenland et montrer que les États-Unis jouent un rôle de leader en établissant des partenariats solides, pas en lançant des ultimatums.

Si les États-Unis veulent avoir accès aux minéraux essentiels du Groenland, ils peuvent y parvenir grâce à des accords commerciaux honnêtes et à des joint ventures qui profitent aux communautés groenlandaises. Les Groenlandais ont clairement exprimé leur position : « Le Groenland est prêt à faire des affaires, mais il n'est pas à vendre. »

(*) Chercheur non résident au Quincy Institute et associé principal à l'Arctic Institute.

Source : Responsible Statecraft, publié le 05-01-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EGYPTE

31,4 milliards
USD à maturité
début 2026

En janvier 2026, le secteur bancaire égyptien se prépare à gérer l'échéance d'un volume exceptionnel de certificats d'épargne à haut rendement. Estimée entre 1 300 et 1 500 milliards de livres égyptiennes, (environ 31, 4 milliards USD) cette maturité concentrée constitue un enjeu majeur de liquidité pour les banques locales et pourrait influencer la structure de leurs bilans ainsi que les conditions de financement de l'économie. En Égypte, le secteur bancaire anticipe une importante mutation structurelle de la liquidité avec l'arrivée à échéance, début janvier 2026, de 1 300 à 1 500 milliards de livres égyptiennes de certificats d'épargne à haut rendement. Ces certificats, émis principalement par la National Bank of Egypt, avaient été lancés dans un contexte de forte inflation avec des rendements atteignant 23 % à 27 % par an. Ce n'est pas seulement un défi technique de liquidité, c'est un véritable test stratégique car après deux années de politique monétaire restrictive, la baisse rapide de l'inflation et des taux marquent clairement le passage d'une logique de stabilisation d'urgence de l'économie à la logique de relance économique. L'échéance simultanée de ces montants pourrait exercer une pression significative sur la liquidité des banques, en particulier si les déposants choisissent de retirer ou de réallouer leurs fonds. Cette situation intervient alors que la Banque centrale d'Égypte a engagé, en 2025, un cycle de baisse des taux, ramenant les rendements des nouveaux certificats autour de 16 % à 18 %. Dans un contexte de rendement réel redevenu positif, les banques sont désormais sous pression pour transformer cette manne en crédit productif, c'est-à-dire au service de l'industrie, de la culture, de la création de valeurs. L'échéance de certificats à haut rendement constitue ainsi un tournant critique pour le système bancaire égyptien. La capacité des banques à absorber ce choc, à fidéliser les dépôts et à maintenir le financement de l'économie réelle sera déterminante pour la stabilité financière du pays au cours de l'année 2026. Agence

TUNISIE

La diversification énergétique
s'accélère face à la dépendance
aux importations

La Tunisie franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de diversification énergétique avec le lancement d'un projet photovoltaïque d'une capacité totale de 400 mégawatts (MW), soutenu financièrement et techniquement par l'Union européenne. Cette initiative intervient dans un contexte marqué par une forte dépendance du pays aux importations de gaz naturel, qui pèsent lourdement sur les équilibres financiers et énergétiques nationaux.

Par R I/Agence

Porté par le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, ce projet s'inscrit dans une volonté affirmée de transformer en profondeur le mix énergétique tunisien, encore largement dominé par les énergies fossiles importées. En misant sur le solaire, ressource abondante dans le sud du pays, les autorités cherchent à renforcer la souveraineté énergétique nationale tout en répondant aux impératifs environnementaux.

Un projet structurant pour le solaire tunisien

Les sites retenus pour l'implantation des centrales photovoltaïques se situent principalement dans les régions méridionales, où l'ensoleillement élevé offre des conditions optimales de production. Les travaux préparatoires ont déjà été engagés, incluant des études d'impact environnemental ainsi que des consultations avec les populations locales, afin d'assurer une intégration harmonieuse des infrastructures. L'Union européenne accompagne ce projet dans le cadre de ses programmes de coopération avec l'Afrique du Nord, combinant soutien financier, expertise technique et appui institutionnel. La Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) jouera un rôle central dans l'intégration de cette nouvelle capacité au réseau national, ga-

rantissant la stabilité et la continuité de l'approvisionnement. Plusieurs entreprises internationales spécialisées dans le photovoltaïque ont manifesté leur intérêt pour la construction et l'exploitation des installations, traduisant l'attractivité croissante du marché tunisien des énergies renouvelables.

Réduire un déficit énergétique structurel

La Tunisie fait face depuis plusieurs années à un déficit énergétique persistant, aggravé par la baisse de la production nationale d'hydrocarbures et la hausse des besoins en électricité. Les importations de combustibles fossiles constituent ainsi une charge importante pour la balance commerciale et les finances publiques. En 2025, la capacité installée en énergies renouvelables est estimée à environ 600 MW, un niveau encore éloigné de l'objectif fixé par les autorités, qui visent 35 % d'électricité d'origine renouvelable à l'horizon 2030. Le projet solaire de 400 MW apparaît dès lors comme un levier majeur pour combler ce retard, en complément d'autres projets éoliens et solaires déjà en cours de développement. Par ailleurs, des accords conclus avec des entreprises françaises, japonaises et norvégiennes devraient permettre d'ajouter près de 500 MW supplémentaires, tandis qu'un appel d'offres international porte sur une capacité globale de 1 700 MW. Ces méca-

nismes offrent à la STEG la possibilité d'acheter l'électricité à des tarifs compétitifs, estimés à 99 millimes le kilowattheure, générant des économies annuelles évaluées à près de 200 millions de dinars.

Retombées économiques, sociales et régionales

Au-delà des bénéfices énergétiques, ce projet devrait avoir des retombées économiques et sociales significatives, notamment dans les régions du sud. Des emplois directs seront créés dans les phases de construction, d'exploitation et de maintenance, contribuant à la dynamique locale. L'Union européenne prévoit également des programmes de formation destinés aux techniciens tunisiens, favorisant le transfert de compétences et le développement d'un savoir-faire national. Sur le plan stratégique, cette avancée renforce la position de la Tunisie comme acteur émergent de la transition énergétique en Méditerranée. Elle s'inscrit dans les engagements climatiques du pays et dans sa stratégie nationale de développement durable. La mise en service des centrales est prévue de manière progressive d'ici 2028, en parallèle avec l'extension du réseau de transport d'électricité. À terme, ce projet solaire illustre la détermination de la Tunisie à diversifier ses sources d'énergie, réduire sa vulnérabilité aux fluctuations des marchés fossiles et bâtir un modèle énergétique plus résilient et durable.

ARABIE SAOUDITE

Riyadh accueillera la réunion du WEF sur la collaboration et la croissance mondiale en avril

L'Arabie saoudite accueillera la réunion du Forum économique mondial (WEF) consacrée à la collaboration et à la croissance mondiale à Djeddah, les 22 et 23 avril 2026. Le ministre de l'Économie et de la Planification, Faisal Alibrahim, a confirmé vendredi les détails de cette rencontre de haut niveau, annoncée lors de la réunion annuelle

du WEF en 2025, selon l'Agence de presse saoudienne. Dans ses remarques de clôture au forum, le ministre a souligné la nécessité d'un dialogue soutenu pour accélérer la croissance mondiale, appelant les participants à s'impliquer activement dans la réunion à venir. Il a indiqué que cet événement s'inscrira dans la continuité de l'élan créé par la réu-

nion spéciale du WEF organisée à Riyad en 2024, affirmant que le Royaume s'est imposé comme une capitale mondiale du pragmatisme et de la prise de décisions à fort impact. Le président du WEF, Børge Brende, a pour sa part salué l'approfondissement de l'engagement du Forum avec le Royaume. « Nous sommes ravis de revenir en

Arabie saoudite en 2026 pour poursuivre les discussions engagées lors de notre réunion annuelle, en créant un espace où les dirigeants peuvent travailler ensemble, instaurer la confiance et faire en sorte que le dialogue débouche sur une collaboration et des actions concrètes », a-t-il déclaré. Agence

ÉLECTRICITÉ

La Mauritanie structure le renforcement de son offre électrique
autour du gaz et du renouvelable

Face au manque d'accès à l'électricité de près de la moitié de sa population, la Mauritanie engage une montée en puissance de son système électrique, en misant sur ses ressources locales ainsi que sur le financement privé. La Mauritanie affiche une volonté de renforcer son offre électrique afin d'absorber la hausse rapide de la demande, en particulier à Nouakchott et dans les principales villes. La stratégie du pays repose sur une mobilisation simultanée des ressources naturelles aussi bien fossiles que renouvelables, à travers le gaz naturel produit localement, le solaire et l'éolien, et le renforcement des infrastructures. L'énergie thermique, déjà dominante dans le mix électrique, est

appelée à jouer un rôle clé dans la sécurisation de l'approvisionnement les prochaines années. Les autorités ont confirmé l'avancement des travaux d'extension de la centrale thermique de Nouakchott, qui devrait passer de 180 MW à 252 MW. Deux autres projets majeurs reposant sur le gaz naturel sont annoncés à moyen terme, soit une centrale de 225 MW à Ndiago qui sera alimentée par le gaz du champ GTA déjà en production, et une autre de 300 MW reposant sur le champ de Banda, dont le début d'exploitation est annoncé pour 2028. En parallèle, les énergies renouvelables vont occuper une place croissante dans le renforcement de l'offre électrique. La construction d'une centrale

hybride solaire et éolien de 220 MW intégrant un système de stockage de 370 MWh a été lancée en décembre 2025. Elle sera entièrement financée par le secteur privé, et s'ajoutera à une capacité renouvelable qui représente déjà 44,36 % du bouquet énergétique du pays, selon le Pacte National de l'énergie publié dans le cadre de l'initiative Mission 300. Le développement des capacités de production s'accompagne d'un effort soutenu sur les infrastructures. Le gouvernement a annoncé la réception d'ici fin février des équipements nécessaires pour la ligne haute tension Nouakchott – Zouerate, la mise en service de cette dernière en 2026, le lancement des appels d'offres pour la liaison Nouakchott –

Néma, ainsi que les travaux de renforcement du réseau de distribution à Nouakchott. Ces projets s'inscrivent dans un contexte de croissance continue de la demande électrique et dans le cadre des engagements pris par la Mauritanie dans son Pacte National de l'énergie. Le pays vise à fournir l'accès à l'électricité à 3,4 millions de personnes supplémentaires d'ici 2030, afin d'atteindre un taux d'accès national de 100 %, contre 55 % actuellement. Cette trajectoire repose également sur l'augmentation de la part des énergies renouvelables à 70 % du mix de production, et sur une multiplication par 1,66 de la capacité installée à l'horizon 2030. Par R I.

ÉLEVAGE

Le Rwanda accélère l’amélioration génétique de son cheptel bovin

Au Rwanda, le secteur de l’élevage occupe une place stratégique dans l’économie agricole nationale. Aux côtés de la pêche, il contribue à hauteur de 15,2 % au produit intérieur brut (PIB) agricole. Si les filières lait et viande figurent parmi les plus dynamiques du secteur, leur niveau de production demeure encore en deçà du potentiel réel du pays et des ambitions affichées par les autorités rwandaises en matière de sécurité alimentaire et de développement rural.

Par R I/Agence

C’est dans ce contexte que l’Office national de développement de l’agriculture et des ressources animales (RAB) a annoncé, le 21 janvier dernier, la réception d’un premier lot de dix taureaux laitiers à haut potentiel génétique, importés d’Allemagne. Ces reproducteurs, de race Holstein-Frisonne, sont réputés à l’échelle internationale pour leurs performances exceptionnelles en production laitière. Dans un communiqué publié sur son site officiel, le RAB a précisé que cette initiative s’inscrit dans un programme plus large. Un second lot, composé de vingt taureaux supplémentaires, est attendu d’ici avril 2026. Il comprendra à la fois des races laitières performantes — Holstein-Frisonne, Jersey et Brune des Alpes — ainsi que des races spécialisées dans la production de viande, notamment Angus et Charolais. Cette diversification vise à renforcer simultanément les filières lait et viande, deux piliers du secteur de l’élevage rwandais. Selon les autorités, l’acquisition de ces reproducteurs de haut niveau génétique est

réalisée dans le cadre de la deuxième phase du Projet de développement laitier du Rwanda (RDDP-2), lancé en 2024. Doté d’un budget global de 100 millions de dollars et financé par le Fonds international de développement agricole (IFAD), ce projet couvre la période 2024-2029. Il a pour objectif de moderniser durablement la filière laitière nationale, d’améliorer la productivité des exploitations et de relever la qualité du lait produit afin de mieux répondre à la demande croissante du marché local. Le RAB souligne que ces taureaux joueront un rôle central dans le renforcement du programme national d’insémination artificielle bovine. Ils seront utilisés pour la production de semences bovines de haute qualité, destinées à être diffusées à grande échelle auprès des éleveurs. Cette approche permet une propagation rapide de gènes performants, sans imposer aux agriculteurs l’achat de reproducteurs coûteux, souvent hors de portée des petits exploitants. « Ces animaux possèdent des caractéristiques génétiques supérieures capables de soutenir des rendements laitiers dépassant 10 000 litres par vache et par lacta-

tion », indique le communiqué du RAB. Une performance largement supérieure à celle des races locales, dont la production annuelle est estimée à moins de 1 000 litres par vache. Par ailleurs, l’introduction de semences issues de races à viande devrait également améliorer les rendements en carcasses et la rentabilité des élevages. Cette politique d’amélioration génétique ne constitue toutefois pas une nouveauté pour le Rwanda. Elle s’inscrit dans une dynamique entamée dès 2006 avec le lancement du programme gouvernemental « One Cow per Poor Family », connu localement sous le nom de « Girinka ». Ce programme emblématique a permis l’introduction de vaches laitières de races performantes, notamment Holstein et Jersey, au profit des ménages ruraux les plus vulnérables, contribuant à la fois à l’amélioration des revenus et à la lutte contre la malnutrition. Avec ces nouvelles acquisitions, le Rwanda confirme sa volonté de bâtir un secteur de l’élevage moderne, productif et inclusif, capable de soutenir durablement la croissance agricole et le développement socio-économique du pays.

CAMEROUN

Un emprunt obligataire de 268 millions \$ prévu en 2026 à la BVMAC

Dans le but de financer les actions publiques, les autorités camerounaises ont prévu de se tourner vers le marché sous-régional. Elles comptent lever plusieurs millions de dollars auprès des investisseurs. Au cours de l’année 2026, le gouvernement camerounais projette de lancer un nouvel emprunt obligataire d’un montant de 150 milliards FCFA (environ 268,5 millions \$) à la Bourse des valeurs mobilières de l’Afrique centrale (Bvmac), le marché financier unifié des pays de la Cemap - Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA - basé à Douala au Cameroun. L’information est contenue dans le calendrier prévisionnel des émissions de titres publics camerounais en 2026, élaboré par la direction générale du Trésor du ministère des Finances. En effet, à côté des émissions de bons et obligations du Trésor assimilables (BTA et OTA) annoncées sur le marché des titres publics piloté par la Banque des États de l’Afrique centrale (BEAC), l’institut d’émission des pays de la Cemap, ce calendrier prévoit une émission d’obligations du Trésor (OT). Ces va-

leurs sont émises exclusivement sur le marché financier sous-régional (Bvmac), ou alors sur le marché international des capitaux. Le montant - 150 milliards FCFA - de l’opération étant modeste pour solliciter le marché international, cette levée de fonds devrait à priori se faire à la bourse de Douala. Mais pour l’instant, rien n’indique que ce projet d’appel public à l’épargne va se concrétiser, tout dépendant de la météo du marché. En 2024 par exemple, le calendrier prévisionnel des opérations de l’État sur les titres publics prévoyait un emprunt obligataire de 200 milliards à la Bvmac au mois d’avril. Mais, face à la saturation du marché par les emprunts émis par d’autres États et institutions de la Cemap, qui avaient contribué à renchérir les taux d’intérêts, l’opération avait été annulée.

Le Cameroun, grand client de la Bvmac

Le gouvernement camerounais avait alors préféré une opération de 260 milliards combinant rachat des titres et nouveaux emprunts sur le marché des titres de la BEAC, confie une source in-

terne au ministère des Finances. À travers cette stratégie, le Cameroun avait pu, d’une part, obtenir de nouveaux financements sur le marché monétaire, et d’autre part, prolonger la date de remboursement de certains emprunts dont les échéances étaient proches, afin de réserver sa trésorerie à d’autres besoins. Au demeurant, si l’État du Cameroun venait à concrétiser le projet d’un nouvel emprunt obligataire à la Bvmac en 2026, il sera rendu à sa huitième opération de ce type. La dernière remonte à 2023. Initialement prévu pour un montant de 200 milliards FCFA, l’appel public à l’épargne de 2023 avait été finalement ramené à 150 milliards, en raison des conditions du marché jugées difficiles. Cette réalité conjoncturelle avait également amené le Cameroun à expérimenter, pour la première fois dans la zone Cemap, un emprunt à taux multiples. Une stratégie gagnante au final, dans la mesure où le Trésor camerounais avait fini par mobiliser une cagnotte de 176,7 milliards FCFA, après la surallocation autorisée par le régulateur du marché financier sous-régional.

Agence

NIGERIA

Guinea Insurance veut lever 4 millions \$ pour augmenter son capital

Cette levée de fonds permettra à la compagnie de porter son capital à près de 10 milliards de nairas (7 millions \$), un niveau encore inférieur au nouveau seuil réglementaire fixé par la Commission nationale des assurances (NAI-COM). Guinea Insurance, une société d’assurance générale au Nigéria, s’apprête à lever 5,8 milliards de nairas (environ 4,2 millions de dollars) sur le marché boursier, afin de renforcer sa base de capital, qui s’élevait à 4 milliards de nairas à fin 2024. Pour concrétiser cette opération, la compagnie a sollicité l’aval du Nigerian Exchange Limited (NGX) en vue d’une émission de droits. D’après les informations communiquées le mercredi 21 janvier 2026 par NGX, l’opération portera sur plus de 5,29 milliards d’actions ordinaires, offertes au prix unitaire de 1,10 naira, pour une valeur nominale fixée à 50 kobo. Les actionnaires actuels auront la possibilité de souscrire deux nouvelles actions pour chaque lot de trois actions déjà détenues. La demande d’approbation a été introduite par Forte Financial Limited et Mega Equities Limited, agissant en qualité de courtiers et d’intermédiaires financiers de Guinea Insurance Plc auprès de la Bourse nigériane. Cette opération vise principalement à répondre aux exigences de recapitalisation fixées par la National Insurance Commission (NAICOM). En août 2025, le régulateur a accordé aux compagnies d’assurance un délai d’un an pour relever leur capital social minimum. Pour les assureurs non-vie, catégorie à laquelle appartient Guinea Insurance, le capital requis est désormais fixé à 15 milliards de nairas, contre 3 milliards auparavant. Les seuils ont également été revus à la hausse pour les assureurs vie, dont le minimum est porté à 10 milliards de nairas, et pour les réassureurs, appelés à disposer d’un capital d’au moins 35 milliards de nairas. Avec cette levée de fonds, Guinea Insurance franchira une première étape, mais devra encore mobiliser des ressources supplémentaires dans les mois à venir pour atteindre le niveau réglementaire exigé. Cette levée de fonds intervient dans un contexte de fort recul de la rentabilité de l’assureur. Sur les neuf mois clos au 30 septembre 2025, cette compagnie créée en 1948 comme filiale de la British Empire West Africa Corporation a enregistré un bénéfice net de 37,66 millions de nairas, en baisse par rapport aux 555,33 millions de nairas réalisés sur la même période en 2024.

Agence

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Un TACO plus difficile à digérer

Les places financières ont fait preuve de nervosité, avec un net décrochage dès le début de semaine après les menaces de nouveaux droits de douane visant l'Europe en l'absence d'accord sur le Groenland. La tendance s'est ensuite partiellement inversée, après que le président américain a adouci son discours à Davos, en revenant sur ses menaces tarifaires et en excluant tout recours à la force. Malgré cette accalmie, les incertitudes demeurent et entretiennent un manque de visibilité persistant sur l'évolution des indices.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
Beazley +40,49 % : l'assureur britannique a repoussé une seconde offre du suisse Zurich Insurance, qui avait proposé 1230 puis 1280 GBX par action. Le conseil d'administration est unanime à penser que la proposition n'est pas assez élevée.
Wise +17,12 % : la fintech s'attend à ce que ses bénéfices de l'exercice 2026 se situent dans le haut de la fourchette prévisionnelle d'objectifs. Bank of America a relevé à 1125 GBX son objectif de cours dans la foulée, en restant acheteur.
SanDisk +14,56 % : le spécialiste du stockage progresse après des relèvements d'objectifs de cours des analystes. Ses résultats et ses perspectives sont jugés solides, montrant une amélioration des fondamentaux de la technologie de mémoire flash NAND. Les analystes anticipent une demande supérieure à l'offre dès 2026, portée par l'IA générative, une discipline de capacité et une nette amélioration des marges.
Hecla Mining +19,86 % : le plus gros producteur d'argent aux US bénéficie de la hausse des prix des métaux précieux, auxquels l'entreprise est fortement exposée. Les flux acheteurs vers les valeurs minières renforcent également la dynamique haussière du titre.
D'Ieteren +14,04 % : le groupe belge surfe sur la vague de la rumeur d'introduction en bourse de sa filiale Belron, ainsi que sur le relèvement de la recommandation de Jefferies, passé de neutre à achat avec un objectif porté de 185 à 215 EUR.
Bayer +7,3 % : la Cour suprême des Etats-Unis va examiner l'affaire Durnell concernant le Roundup. Bayer avait déposé une requête pour que la Cour reconnaisse que le groupe s'est conformé à la réglementation fédérale, ce qui, selon lui, empêche que les Etats fédérés adoptent une position diffé-rente.

Flops:
Ubisoft -41,20 % : rien ne va plus pour le créateur de jeux vidéo, dont le titre s'est effondré après un nouvel avertissement et l'abandon de plusieurs jeux en développement. Le retour à une situation financière solide est repoussé au moyen terme.
Carl Zeiss Meditec -28,1 % : douche froide pour les actionnaires après un avertissement sur les objectifs de l'année 2025/2026. Le titre a plongé sur un plus bas de 10 ans, alors que les perspectives sectorielles ne cessent de se dégrader depuis la flambée liée au Covid.
Wacker Neuson -21,93 % : Doosan Bobcat a renoncé à racheter l'entreprise allemande, ce qui fait s'effondrer la prime spéculative. Le Coréen discutait depuis plusieurs semaines d'une opération.
Abbott -11,78 % : le groupe de santé et dispositifs médicaux a vu son action reculer après une publication trimestrielle jugée décevante, avec des ventes inférieures aux attentes notamment dans le segment nutrition et des perspectives du premier trimestre plus faibles que prévu.
AeroVironment -21,66 % : le spécialiste drones & défense recule après la réception d'un ordre d'arrêt temporaire de travaux du Département américain de la Défense sur le programme BADGER. Cette pause, inattendue, fait craindre un décalage de revenus en 2026, même si le groupe anticipe une rené-

gociation du contrat et maintient des perspectives de long terme favorables.
Danone -10,47 % : le groupe a décroché cette semaine, après un rappel concernant deux laits infantiles à Singapour, l'un appartenant à Nestlé et l'autre à Danone. Les investisseurs n'ont pas oublié que le titre du groupe suisse a souffert il y a peu d'une précédente affaire de ce type.

Matières premières

Energie : Le pétrole reste tiraillé entre le surplus d'offre et les tensions géopolitiques. Cela se traduit par des cours qui font le yoyo au gré des inquiétudes des financiers, tantôt préoccupés par l'excès d'offre, tantôt déconcertés par les frictions géopolitiques. Le marché pétrolier termine donc la semaine sur une note volatile, le baril de Brent se négociant autour de 65,80 USD et le WTI autour de 61 USD. La menace d'une intervention militaire américaine contre l'Iran et l'envoi de navires de guerre dans la région ravivent les craintes de perturbations de l'approvisionnement au Moyen-Orient. Ces tensions masquent une réalité plus baissière. Jeudi, les cours avaient reculé après la publication des stocks américains. L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a rapporté une hausse inattendue des stocks de brut de 3,6 millions de barils et une augmentation des stocks d'essence de 6 millions de barils, signalant une demande morose. Enfin, L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a révisé ses prévisions de demande à la hausse pour 2026, mais anticipe toujours un marché en large excédent structurel. Un mot sur le gaz naturel, dont le prix s'envole en Europe et aux Etats-Unis. Une vague de froid intense traverse les États-Unis, atteignant le Texas, ce qui fait exploser la demande de chauffage. La hausse américaine s'est propagée à l'Europe. Le prix du gaz européen (TTF néerlandais) a grimpé d'environ 10%, dépassant brièvement les 40 EUR/MWh. L'Europe doit en plus composer avec des stocks relativement faibles.
Métaux : L'or, l'argent et le platine ont atteint des sommets inédits, portés par une perte de confiance des investisseurs envers les actifs américains et un dollar en repli. L'once d'or a marqué un nouveau record historique à 4967 USD, s'approchant du seuil psychologique des 5000 USD. Le métal jaune affiche une performance de 15 % depuis le début de l'année 2026. Cette dynamique pousse les analystes à réviser leurs objectifs : Goldman Sachs anticipe désormais un cours de 5400 USD pour la fin de l'année. Les autres métaux précieux suivent la tendance. L'argent physique se négocie à 98,62 USD l'once, tout près de la barre des 100 USD. Le métal gris surperforme l'or avec une hausse de 38% depuis le 1er janvier ! Le platine a également atteint un record à 2691 USD l'once (+27 % en 2026). Le cuivre reste bien orienté à Londres à 12921 USD. L'offre est perturbée par une grève à la mine de Mantoverde au Chili.
Produits agricoles : Les céréales reprennent de la hauteur à Chicago. Ce rebond s'appuie sur la faiblesse du dollar (qui rend les exportations américaines plus compétitives) et les risques météorologiques. Une tempête hivernale apporte certes de l'humidité aux cultures, mais elle s'accompagne de températures glaciales, qui peuvent impacter les rendements. Le blé s'échange en hausse à 520 cents (contrat échéance mars 2026). Re-

levons pour finir le déclin du cours du cacao, qui traverse une phase de correction majeure. Après une flambée des prix en début d'année 2024, les cours ont atteint cette semaine leur niveau le plus bas depuis deux ans. Ce retournement s'explique par la combinaison d'une offre excédentaire et d'une consommation qui faiblit.

Macroéconomie

Macro : TACO, TACO. Pour nombre d'observateurs, le président américain a de nouveau fait machine arrière au sujet du Groenland après avoir pourtant brandi une nouvelle fois son arme favorite, les droits de douane. C'est toutefois s'arrêter à une lecture superficielle de la situation. Comme toujours avec Donald Trump, il sort un bazooka pour justifier des demandes scandaleuses puis opère une désescalade pour obtenir des concessions : étendre les droits des Etats-Unis sur leurs bases, obtenir des couloirs d'accès à long-terme et accéder aux ressources minérales du Groenland. Passé le pic de volatilité, le business a repris son cours et les nouvelles sont bonnes : la croissance du PIB américain a été révisée à la hausse pour le troisième trimestre à +4.40% tandis que celle du quatrième est attendue à +5.4%. L'inflation, mesurée par le PCE Core recule dans le même temps de 0.1 point à +2.7% en glissement annuel. Les voyants sont au vert pour une poursuite de la hausse des indices actions.
Crypto : Le bitcoin recule de 4,43% cette se-

maine et repasse sous la barre des 90 000 USD. Depuis novembre, le BTC évolue dans une fourchette comprise entre 85 000 et 95 000 USD, dans un contexte macroéconomique incertain, marqué par une communication erratique de Donald Trump sur la scène économique-diplomatique. Cette instabilité pèse directement sur les actifs risqués, les cryptomonnaies figurant en première ligne. Cette volatilité se reflète également dans les flux des ETF Bitcoin spot.
TACO Trade, c'est le nom donné par les investisseurs à la stratégie consistant à miser sur les reculades de Donald Trump (TACO est l'acronyme anglo-saxon de "Trump fait toujours machine arrière"). A-t-il vraiment réduit ses prétentions sur le Groenland ? Ou a-t-il reculé pour mieux sauter ? Réponse dans les semaines qui viennent.
Parmi les certitudes de court terme, on retrouvera jeudi deux décisions de politique monétaire. Sans faire injure à la Banque du Canada, c'est celle de la Fed qui aura le plus de retentissement. Le marché attend un statu quo à 95% pour l'antépénultième FOMC de la présidence de Jerome Powell. En Europe, les poids lourds de la cote seront de sortie pour leurs résultats trimestriels : LVMH, ASML, SAP et Roche feront partie des annonces les plus attendues. Aux Etats-Unis, Microsoft, Meta, Tesla, Apple, Visa ou Exxon Mobil se profilent, pour n'en citer que quelques-unes.

Source : Zonebourse.com

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 22 Janvier 2026				
Valeur : 26 Janvier 2026				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.7747	129.7897
1	EUR	EURO	151.7066	151.7371
1	GBP	POUND STERLING	174.3346	174.3548
100	JPY	JAPANESE YEN	81.7067	81.7213
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6375	18.6415
1	CHF	SWISS FRANC	163.3413	163.4014
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.8832	93.9144
1	DKK	DANISH KRONE	20.3062	20.3139
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.2924	14.2980
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.0555	13.0601
1	AED	UAE DIRHAM	35.3301	35.3381
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6057	34.6115
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.5165	424.7045
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.3239	44.7694
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1376	14.1392
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.3610	20.4654
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2616	3.2717
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.4737	177.4737

ROYAUME UNI

La hausse des frais de visa menace les recettes du tourisme britannique

Le projet du gouvernement britannique d’augmenter les frais de visa pourrait avoir des conséquences économiques bien plus lourdes que prévu pour le secteur du tourisme. Selon une analyse publiée le 24 janvier 2026 par la société d’intelligence de marché IndexBox et relayée par le quotidien The Telegraph , cette mesure pourrait entraîner une perte cumulée de 1,15 milliard de livres sterling en dépenses touristiques au Royaume-Uni d’ici à 2030.

Par R I/Agence

Au cœur de cette réforme figure la décision du Home Office de relever plusieurs tarifs jugés stratégiques. Le visa standard de visite à entrées multiples, valable deux ans, passerait ainsi de 475 à 506 livres sterling, tandis que la nouvelle autorisation électronique de voyage (ETA), qui sera exigée de nombreux visiteurs actuellement exemptés de visa, augmenterait de 16 à 20 livres. Si ces hausses peuvent sembler limitées lorsqu’elles sont considérées individuellement, leurs effets cumulés suscitent de vives inquiétudes dans l’industrie touristique. Les professionnels du secteur estiment que cette décision intervient à un moment particulièrement délicat. L’hôtellerie, la restauration et les loisirs peinent encore à se remettre des séquelles de la pandémie de Covid-19, tout en faisant face à une inflation persistante et à des coûts énergétiques élevés. Pour Kate Nicholls, directrice générale de l’organisation UKHospitality, cette augmentation relève d’un « geste d’automutilation économique ». Elle rappelle que les touristes internationaux dépensent chaque année davantage dans les pubs, restaurants et hôtels britanniques que le pays n’exporte en produits alimentaires et boissons. Les grandes enseignes du commerce de détail partagent cette analyse. Le célèbre grand magasin de luxe Fortnum & Mason souligne que le Royaume-Uni devrait au contraire chercher à attirer davantage de visiteurs à fort pouvoir

d’achat, notamment en provenance des marchés émergents, plutôt que d’alourdir les barrières financières à l’entrée. Or, les voyageurs originaires d’Inde, de Chine et d’Afrique du Sud, qui sont soumis à l’obligation de visa, figurent parmi les clientèles les plus sensibles aux variations de prix, alors même qu’ils constituent des cibles prioritaires des campagnes de promotion touristique. À partir de février 2026, la nouvelle ETA concernera également les ressortissants de pays jusqu’ici exemptés de visa, notamment les États-Unis, le Canada, l’Australie et la majorité des pays de l’Union européenne. Cette mesure, destinée à renforcer le contrôle aux frontières, risque néanmoins d’ajouter une contrainte administrative et financière supplémentaire à des voyageurs habitués à une entrée simplifiée sur le territoire britannique. Les inquiétudes exprimées par les professionnels s’appuient sur les propres projections du Trésor britannique, qui reconnaissent qu’une hausse des frais de visa pourrait entraîner une baisse significative des dépenses touristiques. Selon des documents internes consultés par The Telegraph, l’impact net de la mesure resterait négatif à moins que le Royaume-Uni ne parvienne à atteindre un objectif particulièrement ambitieux de 50 millions de visiteurs annuels d’ici 2030, contre 38 millions enregistrés en 2023. Les compagnies aériennes et les voyageurs redoutent également un effet de report vers d’autres destinations. Combi-

née à la hausse du prix des billets d’avion, à l’inflation générale et à la vigueur de la livre sterling, l’augmentation des frais de visa pourrait inciter de nombreux voyageurs à privilégier l’Europe continentale, où les visas Schengen demeurent globalement moins coûteux et plus simples à obtenir. De son côté, le Home Office justifie cette réforme par la nécessité de moderniser les systèmes de contrôle aux frontières et de dégager des recettes supplémentaires pour faire face à une facture estimée à 4 milliards de livres sterling liée à l’hébergement des demandeurs d’asile en 2026. Les autorités soulignent également que les tarifs des visas britanniques sont restés inchangés depuis 2022 et demeurent, selon elles, compétitifs par rapport à ceux d’autres destinations comparables lorsqu’ils sont ajustés aux taux de change. Enfin, cette évolution réglementaire suscite l’attention des entreprises et des responsables des déplacements professionnels. Les missions de courte durée impliquant des ressortissants étrangers pourraient voir leurs coûts de conformité augmenter, notamment avec l’intégration systématique de l’ETA dans les budgets de projets. Au Parlement, la commission des Affaires et du Commerce a demandé une évaluation d’impact détaillée, afin de mesurer l’équilibre entre les recettes attendues et les pertes potentielles en TVA, en ventes hors taxes et en emplois, en particulier dans les régions touristiques situées en dehors de Londres.

SELON DES EXPERTS

Les droits de douane de Donald Trump nuiront aussi aux États-Unis

Synthèse R I.

Des spécialistes du commerce international affirment que la dernière menace du président américain Donald Trump d’imposer des droits de douane de 100 % sur les produits canadiens nuira autant, voire plus, à son économie qu’à celle du Canada. Ils ajoutent que cela signifie que Donald Trump pourrait être contraint de trouver une issue de secours pour éviter les conséquences économiques désastreuses, à l’instar de son revirement de la semaine dernière concernant ses menaces d’imposer des droits de douane à huit pays européens si le Danemark ne cédait pas la souveraineté du Groenland aux États-Unis. «Oui, il nuit aux entreprises canadiennes, bien sûr, mais il nuit davantage aux consommateurs américains. Il ne peut s’en empêcher», a déclaré Preetika Joshi, professeure adjointe à la faculté de

gestion de l’Université McGill, lors d’une entrevue samedi. S’adressant au premier ministre Mark Carney en l’appelant «gouverneur», reprenant ainsi une insulte qu’il utilisait déjà à l’égard de l’ancien premier ministre Justin Trudeau, le président a publié un message sur les réseaux sociaux samedi matin affirmant que si M. Carney pense que le Canada peut devenir un simple point de transit pour les produits chinois destinés aux États-Unis, il se trompe lourdement. «La Chine va dévorer le Canada tout entier, jusqu’à détruire ses entreprises, son tissu social et son mode de vie, a écrit le président sur Truth Social. Si le Canada conclut un accord avec la Chine, il se verra immédiatement imposer un droit de douane de 100 % sur tous les biens et produits canadiens entrant aux États-Unis.» Plus tôt ce mois-ci, M. Carney s’était engagé à ramener le droit de douane cana-

dien de 100 % sur les véhicules électriques fabriqués en Chine à seulement 6,1 %, avec un quota annuel de 49 000 véhicules. Le Canada a imposé des droits de douane plus élevés sur les véhicules électriques chinois en 2024, en accord avec les États-Unis. L’entente conclue avec le président chinois Xi Jinping, prévoit que la Chine réduira la plupart de ses droits de douane de rétorsion sur les produits agricoles canadiens, notamment le homard, le crabe et le canola. Lana Payne, présidente nationale d’Unifor, a indiqué dans un communiqué que Donald Trump ressort ses vieilles tactiques et qu’il s’agit simplement d’une nouvelle menace de la part du président américain. Bien qu’elle ait critiqué l’accord commercial avec la Chine en raison de ses répercussions sur ses membres qui fabriquent des automobiles en Ontario, le véritable problème, c’est M. Trump.

POLOGNE

Varsovie pas pressée d’intégrer la zone euro-FT

La Pologne n’est pas pressée de rejoindre la zone euro, a déclaré le ministre des Finances Andrzej Domanski dans un entretien publié dimanche par le Financial Times. Andrzej Domanski a estimé que les arguments en faveur de l’adoption de la monnaie unique s’étaient amoindris, la Pologne enregistrant une croissance plus rapide que celle de la plupart des économies du bloc. Les États membres de l’Union européenne sont tenus d’adopter l’euro une fois certains critères remplis. "Notre économie se porte désormais clairement mieux que celle de la plupart des pays ayant adopté l’euro", a déclaré Andrzej Domanski. "Nous disposons de plus en plus de données, d’études et d’arguments pour conserver le zloty polonais", a-t-il ajouté.

Agence

ALLEMAGNE

La reprise est là

La récession industrielle a pris fin au T4 2025. La production a rebondi, tirée par les biens d’équipement, tout comme la demande (nouvelles commandes à l’industrie). Toutefois, le climat des affaires reste mitigé : il est plus élevé que fin 2024, mais s’est replié fin 2025. L’impact des tarifs douaniers américains et de la concurrence chinoise a nourri la récession dans une partie des secteurs (chimie, métallurgie notamment), tandis que l’automobile a bénéficié du rebond des immatriculations en Allemagne. La conjoncture dans les services est plus stable, avec un PMI en zone d’expansion depuis 4 mois. Confiance des ménages La confiance des ménages a terminé 2025 à son plus bas niveau de l’année (-26,9), sous le poids des anticipations de revenu moins favorables (ralentissement de la croissance des salaires, craintes liées à la future réforme des retraites) et d’une nette hausse de la propension à épargner. Le ralentissement anticipé de l’inflation et la hausse du salaire minimum devraient toutefois constituer des facteurs de soutien dans les mois à venir.

Agence

SINGAPOUR

Investissement de 785 millions de dollars dans la recherche sur l’IA

Singapour investira 785 millions de dollars américains d’ici 2030 dans la recherche publique sur l’intelligence artificielle (IA), afin de renforcer ses capacités et d’améliorer sa compétitivité mondiale, a annoncé le gouvernement samedi. Cette initiative, annoncée samedi soir par la ministre du Développement numérique et de l’Information Joséphine Teo lors de la semaine de la recherche en IA, s’inscrit dans une série d’investissements publics dans l’IA. Ce fonds permettra à Singapour d’établir des centres de recherche "de classe mondiale", de développer des capacités pour soutenir l’application de l’IA dans les secteurs industriels, et de former des talents dès le niveau pré-universitaire grâce à des partenariats avec des chercheurs et des institutions à l’étranger, a précisé le gouvernement. Les centres de recherche se concentreront sur des « questions difficiles à long terme », qui bénéficieront au pays, a déclaré Joséphine Téo. "Nous attendons d’eux qu’ils nouent des partenariats actifs avec d’autres acteurs de notre écosystème local et à l’international. Nous souhaitons également que leurs découvertes soient partagées ouvertement, afin de contribuer au bien commun des connaissances mondiales", a-t-elle ajoutée.

Agence

LES ACTIVITÉS AMÉRICAINES DU RÉSEAU SOCIAL CHINOIS ONT ÉTÉ REPRISES
PAR ORACLE, MGX ET SILVER LAKE

Le rachat de TikTok est finalisé

A eux trois, Oracle, MGX et Silver Lake possèdent désormais 45% de la nouvelle entité chargé d'opérer TikTok aux Etats-Unis. Menacé d'interdiction depuis le mois de janvier 2025 du fait d'une loi adoptée par le Congrès, l'application verra sur ce marché son algorithme réentraîné et les données de ses utilisateurs sécurisées par Oracle.

Affaire conclue. Vendredi 23 janvier, la plateforme sociale TikTok a annoncé par voie de communiqué que la vente de ses activités américaines à un groupe d'investisseurs non-chinois avait été finalisée. C'est la fin d'un feuilleton de plusieurs années, qui avait débuté lorsqu'en 2020, le président des Etats-Unis d'alors, Donald Trump, avait invoqué des raisons de sécurité nationale pour mettre sur la table l'idée d'une interdiction du réseau social si celui-ci n'était pas cédé par sa maison-mère chinoise, ByteDance. Depuis, une loi adoptée au Congrès et promulguée par Joe Biden en avril 2024 imposait à ByteDance de céder ses activités américaines avant le 19 janvier 2025, sous peine d'être interdite sur le sol des Etats-Unis. Mais force est de constater que cette date butoir a largement été dépassée, grâce à plusieurs délais supplémentaires accordés par Donald Trump dès sa réélection, sur fond de tensions commerciales avec la Chine. Finalement, ce sont des investisseurs proches du milliardaire qui ont pris part au rachat.

De nombreux investisseurs

Nommée TikTok USDS Joint Venture, la coentreprise qui détient désormais les activités américaines du réseau social est possédée à 45% par Oracle, la société de Larry Ellison, ami de longue date du président, par le fonds de capital-risque Silver Lake, et par le fonds émirati MGX, chacun s'étant vu attribuer une part de 15%. Cette répartition est identique à celle annoncée dans la presse en décembre dernier. De même, comme prévu, Byte-



Dance détiendra 19,9% de l'ensemble, soit la limite légale. Les quelque 35% de parts restantes reviennent, sans que la répartition exacte soit communiquée, à de nombreux autres investisseurs : Dell Family Office, la société d'investissement de Michael Dell, Vastmere Strategic Investments, Alpha Wave Partners, Revolution, Merritt Way, Via Nova, une filiale de General Atlantic, Virgo II, Inc., "la branche d'investissement d'une fondation créée par Yuri et Julia Milner pour soutenir la science", ainsi que NJJ Capital, le family-office de Xavier Niel.

"Protéger la sécurité nationale"

Dans son communiqué, la nouvelle entité met en avant "un programme com-

plet de confidentialité des données et de cybersécurité que nous gérons selon des mesures de protection définies afin de protéger la sécurité nationale et de sécuriser les données, les applications et l'algorithme des utilisateurs américains". L'impératif de protection des données, le sujet duquel est parti le projet d'interdiction de TikTok par peur de sa proximité avec le pouvoir chinois, a été confié à Oracle, qui se chargera du stockage dans son cloud.

Vanté comme plus puissant que ses concurrents sur d'autres plateformes sociales, l'algorithme de recommandation de contenus de TikTok sera lui aussi stocké chez Oracle mais surtout réentraîné à partir des seules données des utilisateurs américains. "Les garanties fournies par la coentreprise couvriront

également [l'application de montage vidéo] CapCut, [l'application de partage de photos] Lemon8 et un portefeuille d'autres applications et sites web aux Etats-Unis", explique également TikTok USDS Joint Venture.

Concernant sa gouvernance, celle-ci "fonctionnera comme une entité indépendante dirigée par un conseil d'administration composé de sept membres, majoritairement américains", note le communiqué.

On y trouve l'actuel directeur général de TikTok, Shou Chew, mais aussi des cadres d'Oracle, de MGX et de Silver Lake. Le siège de patron sera quant à lui occupé par Adam Presser, anciennement responsable des opérations et de la trust and safety chez TikTok depuis les Etats-Unis.

Retro Mac : le dock qui transforme votre Mac Mini M4 en "mini-Macintosh"

Un dock pas comme les autres qui donne des airs de Macintosh « classique » à votre Mac Mini M4 tout en lui offrant quelques options intéressantes. Wokyis n'est pas un fabricant très connu : la firme n'est en réalité la société d'un seul produit. Un produit qui profite d'une distribution relativement large grâce à sa présence sur la plateforme Amazon.

Absorber votre Mac Mini M4

Alors c'est vrai, on ne peut pas dire qu'en matière de docks pour le Mac Mini M4 d'Apple les solutions manquent à l'appel. Pour autant, aucune n'arrive à la cheville de ce nouveau produit lancé par la marque Wokyis. En tout cas, c'est notre avis à propos du Wokyis M5... et nous le partageons ! Il s'agit d'un dock qui vient complètement « englober » le Mac Mini M4 auquel il se destine. Une fois l'assemblage effectué, il suffit de connecter le port USB host disponible sur l'arrière du dock à un port Thunderbolt 5 Type-C au dos de votre Mac Mini M4 pour que la « nouvelle machine » soit parfaitement fonctionnelle.



Notez au passage que, comme l'explique Wokyis, son M5 n'est pas strictement réservé au Mac Mini

d'Apple et on peut très bien le connecter à un ordinateur portable ou une machine desktop... pourvu

que la machine hôte dispose d'un indispensable port Type-C : Thunderbolt 3/4/5 ou USB4.

Deux variantes : 10 et 80 Gbps

L'association avec un Mac Mini M4 est toutefois la plus évidente car, comme vous pouvez le voir sur les différentes illustrations, le Wokyis M5 fait disparaître la machine pour laisser la place à une espèce d'hommage au Macintosh. Un hommage qui n'a toutefois pas oublié d'être fonctionnel. Le M5 intègre ainsi une dalle IPS d'une diagonale de 5 pouces (1 280 x 720 pixels) qui fait office de petit accessoire ou de véritable écran secondaire.

On profite également d'un lecteur de cartes SD (SD4.0 UHS-II 312Mo/s) en façade et de la présence d'un port M.2 pour SSD NVMe 2280 sur l'arrière. Mieux, la connectique est particulièrement soignée avec 3 ports USB 10 Gbps en façade (2x Type-A, 1x Type-C) alors que, sur l'arrière, on profite de deux USB-A 10 Gbps supplémentaires, d'un connecteur USB hôte donc, d'un USB-C pour l'alimentation et d'un jack audio 3,5 mm.

Tout ça pour 149 euros, sur Amazon notamment, mais une version plus « musclée » existe.

Cette seconde mouture baptisée Wokyis M5 80 Gbps se distingue de la petite sœur par la présence d'une bande passante de 80 Gbps (contre 10 Gbps) sur le lien qui relie le dock à la machine hôte. Une telle bande passante n'est disponible que si la machine hôte dispose d'un port Thunderbolt 5 bien sûr, mais le dock reste « rétro-compatible ».

La bande passante de 80 Gbps permet au dock d'offrir des débits plus élevés sur la plupart des périphériques et notamment sur le SSD NVMe qui peut être bridé sur la version 10 Gbps.

L'intérêt est surtout de bénéficier de plus hauts débits quand plusieurs connecteurs sont utilisés en même temps et il permet aussi de profiter du DisplayPort 8K@60Hz présent sur l'arrière du dock.

Reste que cette seconde mouture est largement plus onéreuse : Wokyis la vend 339,99 euros, toujours sur Amazon. Ça commence à faire cher le gadget et il faudra donc voir si le jeu en vaut la chandelle.

AVEC UNE ÉVOLUTION ATTENDUE PAR DE NOMBREUX CONDUCTEURS

Google déploie Android Auto 16.0 dans les voitures

Après des mois de tests en coulisses, Google commence enfin à déployer Android Auto 16.0 auprès du grand public, et avec lui une évolution attendue par de nombreux conducteurs : une refonte de l'expérience musicale à bord. Interface unifiée, commandes repensées et premiers signaux des changements à venir. Android Auto amorce une nouvelle évolutions, plus structurante qu'il n'y paraît.

Après plusieurs mois de tests discrets, la version stable d'Android Auto 16.0 commence à se déployer largement. Avec cette mise à jour qui peut sembler mineure sur le papier, Google opère en réalité un changement important : la refonte complète du lecteur multimédia, attendue de longue date par les utilisateurs. Une évolution qui permet de proposer une d'expérience utilisateur cohérente et unifiée et améliore la sécurité au volant.

Une refonte annoncée dès le Google I/O 2025, enfin visible

Présenté officiellement lors du Google I/O 2025, le nouveau modèle de lecture multimédia d'Android Auto n'était jusqu'ici accessible qu'à une poignée d'utilisateurs inscrits au programme bêta. Avec la version 16.0.660224, désormais déployée sur le canal stable, cette interface devient enfin la norme pour tous. Le changement le plus visible concerne la disposition des commandes. Le bouton Lecture/Pause, auparavant centré, est désormais positionné dans l'angle inférieur gauche de l'écran, plus proche du conduc-



teur. Les commandes de piste (suivant, précédent) l'accompagnent, tandis que les contrôles spécifiques à chaque application, comme le bouton « like » de Spotify ou certaines options de lecture avancées, sont regroupés de l'autre côté de l'interface. Ce déplacement casse inévitablement certaines habitudes, en particulier pour les conducteurs habitués aux commandes centrées. Mais il répond à une logique qui permet de réduire les mouvements de la main et limiter le temps passé à chercher un bouton du regard.

Une interface unifiée pour toutes les applications musicales

Jusqu'ici, chaque application de streaming musical conservait sa

propre logique d'interface dans Android Auto. Passer de Spotify à YouTube Music ou à Deezer impliquait souvent de se réadapter, avec des commandes placées différemment selon les services. Un aspect pas si anodin dans un contexte de conduite. Avec Android Auto 16.0, Google impose désormais un modèle de lecture commun à toutes les applications compatibles. Spotify affiche déjà cette nouvelle interface, avec en prime une intégration plus poussée du thème Material You, capable d'adapter certaines couleurs à la jaquette de l'album en cours de lecture. Cette uniformisation permet aussi à Google de déployer des améliorations transversales. La nouvelle barre de progression ondulée, apparue initialement

sur les smartphones Pixel, est désormais visible sur l'ensemble des applications musicales utilisant ce modèle. Une touche visuelle légère, mais surtout un marqueur d'un contrôle centralisé de l'expérience. Cette transformation s'étend même à la vue réduite de l'instrumentation de bord, où l'espace restreint impose une optimisation maximale des contrôles.

Peu d'autres nouveautés visibles pour l'instant

En dehors de ce lecteur multimédia repensé, Android Auto 16.0 n'introduit pas de changements majeurs côté utilisateur. Les analyses du code de l'application n'ont pas révélé de nouvelles fonctions activées immédiatement. Cette relative sobriété cache toutefois une phase de transition. Les versions bêta précédentes ont déjà laissé entrevoir l'arrivée prochaine des widgets dans Android Auto. À la différence d'Apple CarPlay, qui propose un écran dédié depuis iOS 26, Google semble privilégier une intégration directe des widgets au sein de l'interface existante. L'enjeu sera d'éviter la surcharge visuelle, notamment sur les écrans

de petite taille. Autre évolution majeure attendue : l'arrivée de Gemini. Le nouvel assistant d'intelligence artificielle de Google a commencé à remplacer Google Assistant sur certains appareils fin 2025, mais son déploiement dans Android Auto se fera progressivement en 2026. Gemini promet une interaction plus naturelle, notamment pour le signalement du trafic dans Google Maps, sans nécessiter de commandes vocales rigides.

Un déploiement progressif et piloté côté serveurs

Comme souvent chez Google, l'installation de la version 16.0 ne garantit pas l'activation immédiate de toutes les nouveautés. Certaines fonctionnalités, dont Gemini, sont activées côté serveur. Il est donc possible d'avoir Android Auto 16.0 sans bénéficier immédiatement de l'ensemble des changements. La mise à jour est en cours de diffusion via le Google Play Store. Les utilisateurs les plus pressés peuvent toutefois installer manuellement l'APK correspondant, à condition d'autoriser l'installation d'applications provenant de sources externes.

Le premier SUV électrique de Volkswagen va reprendre un nom connu pour faire oublier ses débuts difficiles

Après des débuts difficiles, le SUV compact électrique, Volkswagen ID.4 tentera de rectifier le tir en répondant point par point aux griefs de la clientèle à l'aide d'un restylage prévu pour la fin de l'année. Outre une plastique revue en profondeur, une ergonomie renouant avec le bon sens et surtout avec des boutons, le véhicule changera également de nom. Le nouveau patronyme vient d'être officialisé mais pas par la voie officielle. Après le facelift, le Volkswagen ID.4 deviendra l'ID.Tiguan. Le passage à l'électrique ne fut pas une mince affaire pour Volkswagen. Entre des véhicules au style voulu futuriste mais finalement plus en accord avec le reste de la gamme, des démarrages compliqués, une qualité de fabrication décevante et une ergonomie peu pratique à l'usage, la famille des ID.3, ID.4 et ID.5 n'a pas connu le succès. Lors de son restylage, la berline compacte sur prise Volkswagen ID.3 a tout fait pour gommer son look de monospace et ressembler le plus possible à une Golf branchée. La démarche n'a pas suffi, c'est pourquoi une seconde opération cosmétique est prévue pour l'ID.3 avec cette fois un nouveau visage, est attendue dans les mois à venir. Tandis que le SUV coupé ID.5 finira sa carrière en 2027 sans avoir de remplaçant. Mais venons-en au cas délicat du SUV ID.4.

Un nouveau nom pour l'ID.4 : ID.Tiguan

Pour le SUV compact électrique de la marque de Wolfsburg, un modèle très



important, tout sera mis en oeuvre afin qu'il puisse enfin connaître le succès. C'est très rare dans son histoire, le constructeur a mis les bouchées doubles pour un relooking de mi-carrière. Primo, les modifications cosmétiques apportées seront très importantes. Ce dont témoignent d'ores et déjà les clichés saisis sur le vif lors d'une mission hivernale en Suède par nos chasseurs de scoops. L'idée étant d'harmoniser le style du SUV watté avec celui de sa petite sœur, la citadine polyvalente ID.Polo qui sera lancée très prochainement. Concrètement, l'ID.4 délaissera sa robe au design trop fade et jugée passe-partout pour celle d'un "Tiguan élec-

trique". Dont il ira jusqu'à chiper les poignées de portes ! Secundo justement, le Volkswagen ID.4 changera de nom pour être rebaptisé Volkswagen ID.Tiguan. Une appellation tellement plus claire et légitime. L'information est officielle, elle émane de nos confrères d'Automotive News Europe citant pour sources le syndicat allemand IG Metall, lequel a annoncé le changement de nom lors d'une conférence de presse à Emden, en Allemagne, où Volkswagen possède une usine de véhicules électriques. De son côté, Volkswagen n'a pas souhaité faire de commentaires. On peut le comprendre car pour le constructeur rien ne presse, bien au contraire,



il y a encore beaucoup (trop !) d'ID.4 à vendre avant l'arrivée en concession, au mieux en fin d'année, pour ne pas dire début 2027 de l'ID.4 restylé.

Quelles évolutions pour l'ID.4 restylé ?

Le design de l'ID.Tiguan donc, se veut plus anguleux et linéaire que celui ondoyant de l'ID.4. Comme en témoignent les nouvelles portes dotées de poignées ergonomiques dont nous vous parlions plus haut, la nouvelle ligne de vitres et surtout le coffre dont le bandeau est plus marqué. À l'intérieur, on retrouve les boutons et les commandes physiques (notamment pour le réglage du volume), une meil-

leure qualité des matériaux et un nouveau tableau de bord. Sans oublier de nouveaux logiciels, un assistant vocal "IDA" qui fonctionne par commandes vocales naturelles, amélioré et un système de pré-conditionnement de la batterie sont également au programme. Cette dernière bénéficiera de cellules modernes de type LFP avec, à la clé, une efficacité et une autonomie accrues. Enfin, peu d'évolutions auront lieu au niveau des motorisations, la gamme proposant déjà assez de versions (170, 286 et 340 ch). Néanmoins, tous les ingrédients semblent réunis pour que le SUV branché reparte du bon pied. Il n'aura pas d'autre chance de convaincre.

Mots fléchés

Décomposition				Armes blanches		Elle peut être flottante		Cadeaux		L'Estonie	Etre spirituel		Semblable
International		Cordialement		Plante herbacée				Imaginaire					
											Lettres pieuses		
Exprimer bruyamment		Colère passée				Vagabonde					Jeu asiatique		
						Textile							
							Os						
Cité		Facilement									Volcan sicilien	Sorcier	
					Spécialité d'Epinal		Sans classement						
					Organe d'un sens								
Le plus haut point		Petit parapet		Éloigne						Tantale			Lettre grecque
										Soucieuse			
						Passereau		Ville du Congo (lieu d'une catastrophe)					
Plante herbacée								Sélénium					
Présentateur du Fou du roi				Camarades					Point				
									Avantage				
				Pestiféré							Calcium		
				Imposibles							Sélection		
Cadeau de mariage	Canal salé						Au dessous du pH 7	Proie de Grosminet					Poissons plats
			Un des sept nains		Repairs								
SMS		Serpent						Commune lombarde					
					Préfecture du Gard			Capitale de la Russie					
					Note de musique						Contes courts	Attacha	
Atlantide bretonne		Jeu de société							Pronom personnel				
		Abris rudimentaires							Baptisée	Planche de bois			
		Suite d'étoiles								Tara			
Bêcheur					Députés	Robe indienne	Imita						Inventé
Tubes chirurgicaux													
							Oiseaux migrants					Une des quatre villes impériales du Maroc	
A cet endroit		Mélangea					Avec les autres				Francium		
		Iridium					Dedans				Soleil divin		
			Exacte					Pesée					
Longue période				Primate						Enzyme			

Démantèlement d’un réseau criminel et saisie de près de 14000 capsules de psychotropes

Les éléments de la 5ème sûreté urbaine en coordination avec la brigade de lutte contre le commerce illicite de drogues de la sûreté de wilaya de Sétif ont démantelé un réseau criminel et ont saisi 13.772 capsules de psychotropes, a-t-on appris dimanche auprès de cette sûreté. L'opération a permis de neutraliser un réseau criminel constitué de quatre personnes âgées entre 29 et 46 ans impliquées dans la possession et le transport d'une quantité de psychotropes et de saisir 13.772 unités d'hallucinogènes, a précisé le chef du bureau de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire principal de police Mohamed Ferahta.



PROTECTION DES JEUNES CONTRE LES FLÉAUX SOCIAUX À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

Organisation, samedi prochain, d’un forum à Alger par le CSJ

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) organisera, samedi prochain à Alger, un forum sur la protection des jeunes contre les fléaux sociaux à l'ère du numérique, indique un communiqué de cet organe consultatif. L'organisation de ce forum s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action annuel du Conseil supérieur de la jeunesse, à travers la commission de la prévention et de la protection contre les fléaux sociaux, précise la même source. Ce forum intervient dans un contexte marqué par "des transformations numériques accélérées qui font du cyberespace un champ de tirailllements entre opportunités et défis, exposant les jeunes à des fléaux sociaux sans précédent". Lors de cette rencontre, le CSJ présentera des approches proactives et innovantes visant à aider les jeunes à faire face à ces défis, contribuant ainsi à la construction d'une société numérique plus sûre et plus pérenne, conclut le communiqué.

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant le secteur des mines et le transport ferroviaire, ainsi qu'aux mesures et dispositions prises pour l'approvisionnement du marché durant le mois de Ramadhan, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant le lancement de la mine de zinc-plomb de Oued Amizour et le suivi de l'état d'avancement du projet de ligne ferroviaire minière Bled El Hadba-Oued Kebrt-Port d'Annaba, destinée au transport du phosphate et des engrais extraits et produits, ainsi qu'aux mesures et dispositions prises pour l'approvisionnement du marché durant le mois de Ramadhan", lit-on dans le communiqué.

LUTTE CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES

L’Algérie a réalisé un saut qualitatif

Le saut qualitatif réalisé par l'Algérie en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles a été mis en exergue, dimanche à Alger, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Les participants à une rencontre consacrée à la présentation du rapport sur les résultats de la deuxième phase du projet intitulé "Soutenir les efforts de la réponse algérienne dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles", élaboré par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ont mis l'accent sur le bond remarquable réalisé par l'Algérie dans ce domaine, conformément aux orientations du président de la République. S'exprimant à cette occasion, le représentant du ministère des Affaires étrangères, M. Fethi Metref, a salué les conclusions de ce projet, précisant qu'elles traduisent "le saut qualitatif réalisé par l'Algérie dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles". Il a souligné que ce projet, axé sur "le renforcement des capacités des secteurs concernés à travers la formation et les ateliers ciblés, et l'amélioration de la

coordination entre les parties intervenantes pour une meilleure prise en charge des victimes, reflète la volonté politique suprême, s'inscrivant en droite ligne avec les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, afin de consolider la réponse nationale face à cette problématique, considérée comme une violation grave des droits de l'homme". Le représentant a également réitéré "l'engagement de l'Etat à lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles à travers ce projet commun, qui réunit différents secteurs nationaux, l'UNFPA et l'ONUDC, avec le soutien du gouvernement du Royaume des Pays-Bas". Il a rappelé également les principaux acquis juridiques et institutionnels réalisés par l'Algérie en matière de protection de la femme et de l'enfant, aux plans national et international. Pour sa part, Mme Faiza Bendriss, Cheffe du Bureau du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) en Algérie, a salué les efforts de l'Algérie dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles, indiquant que les résultats de ce projet sont "très positifs et traduisent un bond remarquable en matière de prise en charge des femmes et des filles et de leur protection

contre toutes les formes de violence". Elle a mis en avant "le rôle éminent et efficace du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a accordé une grande importance à ce projet en appelant les différents secteurs à intensifier les efforts pour le faire aboutir". Dans ce contexte, le représentant de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en Algérie, M. Yassine Beldjebel, a salué les résultats de ce rapport qui "reflètent clairement les efforts importants déployés par l'Algérie pour consacrer une protection plus renforcée aux femmes et aux filles victimes de violence", ajoutant que cet organisme onusien œuvre à "fournir l'expertise et assurer diverses sessions de formation en vue de permettre aux acteurs de ce domaine de faire face efficacement à ce phénomène". Pour sa part, la coordinatrice résidente de l'Organisation des Nations unies en Algérie, Mme Savina Claudia Ammassari, a salué les résultats positifs issus de ce rapport, qui a démontré que l'Algérie "est parvenue réellement à renforcer ses capacités en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles".

APS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Début de la 3e et dernière phase de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite

Par APS

La troisième et dernière phase de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite a débuté, dimanche, et prendra fin samedi prochain, indique un communiqué du ministère de la Santé. "La troisième phase de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite, qui s'étale du 25 au 31 janvier courant, consiste à administrer une dose complémentaire injectable du vaccin antipolio-

myélitique inactivé (VPI), dans le cadre de la poursuite de la stratégie nationale de prévention sanitaire et de renforcement de l'immunité individuelle et collective chez les enfants", précise la même source. Cette phase vient dans la continuité des efforts visant à consolider la protection acquise précédemment grâce au vaccin oral, et à prévenir des formes graves de la poliomyélite, conformément aux engagements de l'Algérie en matière de santé publique et de

programmes de vaccination adoptés". Le VPI "fait partie, depuis 2015, du programme national de vaccination de routine, et se distingue par un niveau élevé d'innocuité et d'efficacité, avec une absence quasi totale des effets secondaires", selon le communiqué. Le ministère a, en outre, souligné "la poursuite de la mobilisation globale des différentes équipes médicales et paramédicales et le déploiement des capacités humaines et logistiques nécessaires, en sus de la coordination avec les diffé-

rents acteurs locaux, en vue de garantir le succès de cette phase dans les meilleures conditions organisationnelles et sanitaires". A ce titre, le ministère a réitéré son appel à l'ensemble des parents à "emmener leurs enfants aux établissements sanitaires concernés par la vaccination durant la période indiquée, pour préserver leur santé, renforcer l'immunité collective et assurer la protection de la société contre cette maladie", lit-on dans le communiqué.

Publicité

2^{ème}

Colloque sur la responsabilité sociétale des entreprises en Algérie

« La Responsabilité Sociétale des Entreprises, un Vecteur du Développement Durable et d'un Management écoresponsable »



IMPACTS RSE
Colloque
Responsabilité
Sociétale des
Entreprises
Algérie

- 1^{er} jour sera consacré au Développement Durable et ses principaux thèmes qui seront animés par les meilleurs spécialistes algériens.
- 2^{ème} jour sera dédié à la vulgarisation de la RSE, ses principaux référentiels et normes ISO....ainsi qu'à la restitution d'expérience d'entreprises algériennes.

Hôtel GOLDEN ROYAUME TULIP, Roupe Aéroport
Dar El Beida, ALGER

Mercredi 28 et jeudi 29 janvier 2026

Informations et inscriptions :

Tél: + 213 (0) 5 50 47 98 08 + 0560 90 05 03
E-mail : mti.instdz@gmail.com

<http://impacts-rse-algerie.com>

Organisé par:  